

N°23 - JUIN 2024 - 4 €

PARTISAN

MAGAZINE



DE LA MER AU JORDAINE

PALESTINE

LIBRE, LAÏQUE, DÉMOCRATIQUE !

ÉCOLE

ÉLECTIONS
EUROPÉENNES

Publié par
l'OCML Voie Proletarienne



ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex



L'OCML Voie Prolétarienne

Ce que nous sommes,

Communistes, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

Communistes, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

Communistes, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Pour mieux nous connaître : www.ocml-vp.org

Pour nous contacter : contact@ocml-vp.org

ou OCML VP - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex

★ ★ ★

L'ensemble des articles de Partisan Magazine, sauf mention contraire, sont publiés sous la responsabilité politique du Comité de Propagande de l'OCML VP.

PARTISAN est le magazine de Voie Prolétarienne, association suivant la loi 1901 déposée en préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. ISSN : 2427-6685

ÉDITORIAL

NOUS SOMMES EN GUERRE ?

Le 16 mars 2020, Macron déclarait à la télé : « Nous sommes en guerre ». Le propos avait paru exagéré, même si nous avons connu l'épisode COVID qui évoquait les couvre-feux et les masques à gaz. Mais tout de même, une guerre... contre un virus ! Quatre ans plus tard, l'affirmation a pris une autre dimension. Une vraie guerre s'incruste à l'Est de l'Europe, et la colonisation de la Palestine resurgit sous forme de génocide, menaçant d'embrasement tout le Moyen-Orient. Lors de ses vœux de Nouvel An, le même Macron utilise sept fois le mot réarmement. Le bulletin Partisan de février note : « Réarmement économique, industriel, technique et scientifique, réarmement de l'État et des services publics, réarmement de la Nation, réarmement civique et culturel, et cerise sur le gâteau, réarmement démographique : faites-nous de petits français, on va en avoir besoin ». Au cœur de toutes ces comparaisons se tient bien le réarmement au sens strict du terme. Aux dernières nouvelles, la loi de programmation militaire 2024-2030 prévoit un budget de 413,3 milliards, en augmentation de 40 % par rapport à celui de 2019-2025. Le rythme de production des canons Caesar à l'usine Nexter de Roanne a été multiplié par deux. Et la relance de la production de poudre à Bergerac permet de promettre fièrement 1200 tonnes de poudre par an dès l'année prochaine. Ce sont là des faits franco-français, mais la tendance est mondiale. Est-ce que par hasard nous ne serions pas en train de changer de période ? Une période de pré-guerre genre 1912 ou 1938 ?

L'histoire nous enseigne que la bourgeoisie, lorsqu'elle est coincée, empêtrée dans sa crise

inextricable, a un dernier recours, la guerre. C'est Napoléon III en 1870, qui avait perdu tout crédit politique ; ce sont les généraux argentins en 1982 qui ont cherché une gloire nationale en récupérant les Iles Malouines ; c'est Saddam Hussein qui ne pouvait pas rembourser sa dette au Koweït en 1990. Ainsi, notre bourgeoisie nationale, ou russe, ou mondiale, serait empêtrée dans sa crise ? La réponse est oui. La crise systémique – la crise du système capitaliste – est avouée depuis 50 ans, depuis les crises pétrolières de 1973 et 1979. Elle a pris différentes formes, financière, industrielle, écologique, sociale. Elle connaît des hauts et des bas, un mieux grâce à la mondialisation informatisée, aux délocalisations, un impérialisme libéral-total succédant à l'impérialisme colonial ; un flop en 2008 – les « subprimes » - démontrant qu'une faillite est immédiatement mondiale. Regardez le traitement de la crise écologique, connue dès la même époque – rapport Meadows du Club de Rome en 1972, candidature de René Dumont en 1974. Un demi-siècle plus tard, la production des énergies fossiles, pétrole et charbon, continue à augmenter. Les énergies renouvelables ne font que compenser une partie des hausses de consommation et faire croire à une solution technique. Récemment, le mouvement européen des paysans a généré un coup de frein sur tout ce qui est progrès écologique dans l'agriculture, le gouvernement s'est couché devant le modèle agro-industriel capitaliste pollueur de la FNSEA. Et comment éponger la dette de l'État, qui n'a cessé d'enfler pendant ces 50 ans, sans taper les capitalistes et sans provoquer une explosion sociale. La bourgeoisie est coincée dans ses contradictions, et ça commence à devenir trop évident.

L'intérêt politique d'une guerre ou dans l'immédiat du simple danger de guerre, pour la bourgeoisie, c'est de resserrer les rangs derrière sa domination, c'est **l'unité nationale**. On avait senti cet air d'Union sacrée avec la Covid 19. Voilà pourquoi Macron a tendance à en rajouter sur le thème de la guerre. Et voilà ce qui explique certaines de ses initiatives surprenantes apparemment contradictoires. Panthéoniser des immigrés communistes et combattants, tout en durcissant la situation des travailleurs immigrés actuels (loi Darmanin). Reconnaître en partie la responsabilité de la France dans le génocide du Rwanda en 1994 tout en soutenant Israël dans sa colonisation génocidaire. Faire de l'extrême-droite l'ennemi politique n° 1 tout en copiant de plus en plus fidèlement son nationalisme raciste et sa politique fascisante. Inscrire dans la Constitution le droit à l'IVG pour les femmes tout en prenant des mesures anti-sociales qui aggravent au premier rang leur situation. Même les Jeux Olympiques doivent jouer un rôle d'union nationale, pendant que l'agitation du danger terroriste permet d'en faire aussi un lieu d'expérimentation policière de grande envergure pour l'avenir.

La période change. Sommes-nous prêts à changer nous aussi ?

D'abord, il nous faut, très consciemment, retourner le slogan. « Nous sommes en guerre » ? Oui, Monsieur Macron, nous sommes en guerre contre vous et votre monde ! Car la première des guerres, la plus répandue, est aussi la plus cachée. « Oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte » (1ère phrase du chapitre I du Manifeste du Parti Communiste). Selon la formule des maoïstes chinois, soit la révolution empêche la guerre, soit la guerre provoque la révolution. Ou bien la destruction des deux classes ? A l'époque de Marx, seigneurs et serfs faisaient place aux patrons et aux ouvriers. Aujourd'hui, capitalistes et prolétaires pourraient connaître la « destruction des deux » par guerre nucléaire ou catastrophe écologique. La guerre est par définition une question de vie et de mort, la guerre de classe est devenue une question de survie pour toute l'humanité.

Deuxièmement, il nous faut organiser nos forces. Qui est ce « nous » quand nous disons « nous sommes en guerre » ?

- La classe ouvrière est affaiblie ? C'est faux. La mondialisation a affaibli et transformé la classe ouvrière dans les pays impérialistes, mais au niveau mondial elle l'a énormément renforcée, essentiellement dans les pays émergents. La classe ouvrière est, mondialement, émergente !

- La classe ouvrière n'a plus de parti, plus de perspective politique ? Le communisme promu au XIXe siècle a été un fiasco au XXe ? Mais voyons, faites un bilan un minimum matérialiste et scientifique. La Russie et la Chine avaient à faire une révolution bourgeoise puis une révolution industrielle. Les trois-quarts de la planète, le « Tiers-monde », avaient à réaliser leurs révolutions nationales et démocratiques, leurs 1789. Le programme communiste était présent, n'était pas impossible, mais tout de même prématuré. Voilà tout.

- Les luttes actuelles ne sont pas anti-capitalistes mais anti-impérialistes, nationales, démocratiques, anti-fascistes ? L'Ukraine, la Palestine, l'Iran... Révolution démocratique et révolution prolétarienne ont toujours été mêlées. Passer de l'une à l'autre, tout est là. C'est ce qu'ont fait les travailleurs russes avec le parti bolchevik en 1917, c'est ce qu'on fait ouvriers et paysans chinois avec le Parti Communiste Chinois à partir de 1949 puis avec le grand bouleversement de la Révolution Culturelle. C'est là une grande leçon historique : on ne part pas de rien.

- Nos luttes politiques ont été remplacées par des luttes sociales et sociétales, contre le racisme, le sexisme, pour l'écologie ? La classe ouvrière a été laminée par des vagues successives de restructurations et de précarité, elle est sur la défensive. C'est vrai, déçus par la faillite des stratégies de « gauche » réformistes et orphelins du modèle soviétique, beaucoup de militants se sont repliés sur des luttes immédiates, partielles, des associations et mouvements. Mais c'est là aussi une critique en actes du sexisme, du nationalisme, du productivisme de nos vieilles organisations aux directions faussement ouvrières et surtout pas révolutionnaires. Toutes ces luttes immédiates et sociétales n'ont qu'un débouché possible, une prise du pouvoir par les travailleurs. Reste maintenant à retrouver une classe ouvrière vivante, active et dirigeante, pour ne pas laisser le combat être dévoyé vers les impasses réformistes d'un capitalisme à visage humain.

Et pas de révolution sans les femmes, et un féminisme de classe au cœur. En Ukraine, le ministère de la Défense a publié, à l'occasion du 8 mars, les chiffres de la présence des femmes sous les drapeaux : 45 787 soldates servent dans l'armée, 13 487 occupent des postes de combat. En Russie, les femmes sont au premier rang dans la lutte contre la guerre impérialiste. En Iran, ce sont les femmes qui sont à l'avant-garde.

Enfin, on se rappelle l'interview du syndicaliste ukrainien dans Partisan n° 21 de juin 2023 : « Quand la guerre sera terminée et que ces gens reprendront le travail, chaque employeur devra se rappeler qu'ils peuvent tuer ». La guerre est, contradictoirement, une école de dictature du prolétariat.

Nous entrons dans une zone de turbulences, veuillez attacher vos ceintures ! Transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire, « transformation révolutionnaire de la société tout entière » ou destruction totale... C'est flipant ! Qu'est-ce qui peut transformer la peur en espoir ? Une tactique de lutte. Une organisation collective. Un projet révolutionnaire, réellement antiimpérialiste, féministe, écologiste.

Nous sommes en guerre ? Oui ! Vite, une tactique de lutte ! Collectivement.



SOUTIEN À LA JEUNESSE KANAK RÉVOLTÉE !

COLONIALISME FRANÇAIS HORS DE KANAKY !

**AUTODÉTERMINATION SANS CONDITIONS
DU PEUPLE KANAK !**



OCML-VP.ORG

VOIR TOUS NOS ARTICLES SUR LA KANAKY, DEPUIS 1984 : ocml-vp.org/mot204.html

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : ABSTENTION!

Cette déclaration a été lancée à l'initiative du Parti Communiste de Grèce (marxiste-léniniste) KKEμλ, et nous l'avons ensuite signée à côté d'autres organisations européennes : Unité Communiste (France), Revolusjonære Kommunistar (Norvège), Trotz Alledem et Kommunistischer Aufbau (Allemagne), signatures à notre connaissance à l'heure de la publication de ce magazine.

C'est une déclaration unitaire qui fait les démarcations nécessaires dans le contexte de ces élections européennes, qu'il s'agisse de l'Europe, de l'immigration, de la guerre en Ukraine ou en Palestine. Le soutien aux agriculteurs est selon nous un peu sans nuance, sans distinction et critique de l'agro-industrie capitaliste. Mais c'est une critique tout à fait secondaire, qui peut aussi s'expliquer par l'état très différencié de l'agriculture selon les pays européens.

Nous apprécions énormément l'initiative prise par les camarades grecs du KKEμλ, qui contribue à resserrer les rangs des communistes sur le continent, sur une orientation véritablement anti-impérialiste et communiste !

**L'UE est l'édifice des impérialistes!
C'est un instrument d'exploitation,
d'occupation et d'oppression des
travailleurs et des peuples.**

**C'est un bastion du racisme
et de la guerre.**

**Sortir du Parlement européen,
s'opposer à l'UE,
c'est la voie des travailleurs
et des peuples!**

Abstention aux élections européennes!

Les élections pour le Parlement européen en mai-juin auront lieu dans une période d'attaques multiples contre les droits des peuples d'Europe et dans une période de guerre et de conflits sanglants sur le continent européen.

Au cours des années précédentes, les puissances impérialistes dominantes de l'Union européenne ont consolidé l'exploitation et le pillage des peuples et des travailleurs des pays européens. Des politiques d'austérité extrêmes ont été mises en œuvre, les pauvres et les classes moyennes ont été écrasés par des réductions de salaire et l'attaque de leurs droits du travail, et les paysans ont vu les attaques de la politique de la PAC qui les visent. Les jeunes ont continué à être au centre de l'attaque, les politiques européennes s'attaquant aux études et aux droits du travail ; en outre, non seulement les politiques de Bologne n'ont pas apporté de jours meilleurs aux jeunes qui étudient, mais elles ont aggravé les conditions d'étude et ont même contraint de nombreux étudiants à abandonner leurs études. Les jeunes travailleurs,

les jeunes de la classe ouvrière pauvre, ceux qui vivent en marge de la pauvreté, les migrants et les « citoyens de seconde zone », comme on les appelle, ont été durement touchés. D'une part, ils ont été les premiers à accepter les mesures de réduction et d'austérité ; d'autre part, ils ont vu leurs droits démocratiques bafoués.

Durant tous les développements de ces dernières années, l'UE apparaît une fois de plus comme une force qui soutient et participe à des guerres injustes, une force responsable du massacre des peuples. La guerre injuste en Ukraine, outre la marque des impérialistes russes et américains, porte également la marque de l'intervention de l'UE et de son soutien aux groupes fascistes et d'extrême droite. Le peuple ukrainien a le droit de résister contre toute invasion et de combattre pour l'indépendance et son droit à la souveraineté. Mais cela ne peut pas être réalisé par le gouvernement réactionnaire de Zelenski et la classe dirigeante ukrainienne, ni, encore moins, par les impérialistes US-OTAN et européens.

Au même moment, le nettoyage ethnique en cours du peuple palestinien bénéficie du soutien des forces de l'Union européenne. La répression et l'interdiction des mobilisations de solidarité avec le peuple palestinien est la principale orientation des pays de l'UE. La décision du Parlement européen - à une écrasante majorité - de reconnaître « le droit d'Israël à l'autodéfense » alors qu'il y a un massacre prolongé à Gaza d'un peuple vivant depuis des années sous l'occupation de l'État fasciste d'Israël est un exemple évident de la nature « démocratique et humanitaire » de l'édifice de l'UE. Il est clair que la solidarité avec le peuple palestinien et la lutte pour la liberté en Palestine implique de s'abstenir de participer à l'édifice européen belliciste et de s'abstenir de participer aux élections européennes.

Les politiques de racisme extrême, la montée des partis d'extrême droite dans les pays de l'Union européenne et au Parlement européen

s'appuient sur les politiques réactionnaires, racistes et anticomunistes des principales forces du système. Face à elles, nous devons exiger l'égalité des droits politiques et sociaux pour tous les migrants, par le combat commun des peuples, des réfugiés et des migrants. De nouvelles forces sont apparues et d'anciennes se sont renforcées, qui représentent les extrêmes du capitalisme, de l'exploitation et de la discrimination sociale, ethnique, religieuse, culturelle et de genre. Toute cette offensive idéologique et politique qui s'est déroulée parallèlement à l'attaque des droits et des conquêtes des décennies passées était nécessaire pour les bourgeoisies impérialistes de l'UE. Elle était nécessaire pour mettre les travailleurs et les opprimés sous les feux de la rampe et leur faire porter le chapeau de la crise actuelle.

Non seulement ces politiques d'extrême droite et fascistes ne s'opposent pas à l'UE, mais elles en sont la « chair et le sang ». C'est la perception politique du système capitaliste impérialiste qui se manifeste lorsqu'il est en crise ou en danger.

En même temps, la crise pandémique et l'épidémie du Covid, bien qu'elles aient initialement créé un problème pour le processus de production et le système capitaliste dans son ensemble, se sont transformées en une opportunité pour une nouvelle attaque par le biais de lois anti-ouvrières et anti-populaires.

Le mythe de l'« Europe des peuples », du visage social-humain de l'Union européenne montre aujourd'hui son vrai visage. Le visage de la guerre, de l'exploitation et de la barbarie. Le visage de l'impérialisme-capitalisme qui ne s'intéresse qu'à la reproduction de ses profits et à sa suprématie politique sur ses adversaires. Il est évident pour qui veut le voir qu'une poignée de pays impérialistes dirigent l'UE. Ils encouragent l'exploitation de la bourgeoisie contre tous les autres peuples et classes ouvrières et, dans le même temps, ils extraient les richesses des pays encore dépendants. Telle est la réalité de l'Union européenne. Une union dominée par les contradictions et les antagonismes, une union vouée à l'échec.



Cet édifice pourri et exploiteur a également besoin d'un semblant de démocratie pour être vendu aux citoyens. Il a besoin que le Parlement européen s'emploie à désorienter les peuples et à les convaincre qu'il est possible de le changer et de le réparer. Mais la vérité est que le Parlement européen est une marionnette sans fonctions significatives et décisives, un spectacle mis en place pour tromper les peuples d'Europe et les détourner de leur lutte. C'est une « serre » où se développent les lobbies du système, dans laquelle les soi-disant députés européens n'obéissent qu'aux « sacs d'argent » dont disposent les capitalistes pour promouvoir leurs intérêts à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE.

Nous soutenons les luttes des peuples et des travailleurs. Ce sont ces luttes que les gouvernements des pays de l'UE dénigrent et vilipendent. Nous soutenons les grèves qui ont éclaté en France pour le droit des gens à une retraite avec laquelle ils puissent vivre, les grèves des travailleurs des transports en Allemagne et en Espagne. Nous soutenons les luttes des paysans comme récemment en France et en Grèce. La poursuite et le chemin vers la justice pour les luttes des travailleurs et des peuples ne passent pas par l'acceptation des illusions misérables sur le Parlement européen et l'UE. Les mobilisations des travailleurs sont l'espoir d'un avenir meilleur pour les travailleurs et les peuples d'Europe.

La voie des peuples est en dehors du Parlement européen et contre l'UE, une voie de solidarité

et de camaraderie. Pour une vie avec des droits et des acquis contre l'impérialisme et l'exploitation. Une vie qui ne peut être gagnée que par un FRONT COMMUN des peuples contre cette alliance barbare et réactionnaire des impérialistes et des capitalistes.

Nous tous qui signons ce document, organisations de gauche et communistes, refusons de légitimer l'opération d'embellissement d'une construction impérialiste historiquement réactionnaire. Nous refusons de participer à un processus de farce et attrape-nigauds comme celui des élections européennes. Nous appelons à une abstention massive lors des élections européennes et nous luttons activement pour que les mouvements des peuples travailleurs soient au premier plan des luttes. Nous appelons les peuples d'Europe à ne pas voter aux élections européennes, car elles sont une farce, et à devenir des sujets actifs dans la lutte contre les politiques de l'Union européenne. Nous appelons les démocrates et les progressistes à mettre un terme aux politiques bellicistes soutenues par l'Union européenne qui ont amené la guerre dans notre voisinage. Nous nous battons pour que nos pays sortent de l'édifice européen. Nous soutenons le droit des peuples à se battre et à lutter pour leurs droits, pour une société sans exploitation et sans guerre. Nous appelons à une abstention massive aux élections européennes et à une participation massive et active aux luttes des peuples.

**NON À L'UNION EUROPÉENNE
DES CAPITALISTES ET DES IMPÉRIALISTES !**

ABSTENTION AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES !

**À BAS LES POLITIQUES ANTI-OUVRIÈRES
D'AUSTÉRITÉ ET DE BARBARIE SOCIALE !**

**FRONT INTERNATIONALISTE
ANTI-IMPÉRIALISTE DE CLASSE
DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES EUROPÉENS
CONTRE LA GUERRE, LE RACISME
ET LE FASCISME !**

L'ÉCOLE PUBLIQUE OU PRIVÉE, UN APPAREIL D'ÉTAT AU SERVICE DU TRI SOCIAL

LE MYTHE DE L'ÉGALITÉ

Jusqu'au XIX^e siècle, l'éducation des classes populaires n'intéressait pas les classes dirigeantes, que ce soit la monarchie ou la bourgeoisie après la révolution française.

A partir du XIX^e siècle, l'école est devenu un enjeu politique majeur de l'Etat car il s'agissait pour lui de maîtriser les contenus. Ne pas laisser le scolaire et les apprentissages aux mains des religieux, des révolutionnaires de la Commune et encore moins aux mains des organisations ouvrières. Il fallait faire Nation.

Ainsi, les programmes scolaires ont toujours coïncidé avec les besoins de l'Etat.

Après 1945, la nécessité de reconstruire, les arrivées de nouvelles technologies, ont révélé des besoins de personnels qualifiés (enseignants, ingénieurs, techniciens, soignants...).

Toutes les lois, règles et mesures mises en place ont donc permis de trouver ces personnels qualifiés dans les classes populaires. L'Etat a ainsi sondé dans les écoles, avec l'aide des enseignants, afin de détecter les enfants d'ouvriers, de paysans qui avaient des capacités élevées pour apprendre dans un système scolaire construit pour et par la bourgeoisie. Et, les mouvements alternatifs d'apprentissage (Freinet, pédagogie institutionnelle, Montessori ...) ont participé à cette sélection, sans le vouloir. Leurs objectifs étant principalement l'émancipation des classes populaires, ils vont être récupérés dans leurs processus et méthodologie tout au long du XX^e siècle pour

une école plus émancipatrice pour les classes populaires, certes, mais dans laquelle, l'Etat puisera toutes les ressources humaines qualifiées dont il a besoin.

Une minorité d'enfants issu des classes populaires deviendront donc des petits bourgeois médecins, techniciens, ingénieurs ou enseignants pour beaucoup d'entre eux. Ce qui laissera penser que l'école est émancipatrice et justifiera le principe de l'égalité scolaire. Pourtant, les chiffres de l'INSEE, organe non gauchiste de l'Etat, indique depuis sa création que l'école est une institution qui reproduit les inégalités sociales. Les enfants d'ouvriers restent dans une grande majorité des ouvriers.

LA FIN DU MYTHE

Depuis le 26 février 2024, jour de la rentrée scolaire en région parisienne, les enseignants du 93 sont en grève reconductible, soutenus par les parents d'élèves et des élus locaux des écoles, collèges et lycées. En cause : la réforme du « **choc des savoirs** » qui sera mise en place à la rentrée, le mépris ministériel et la revendication répétée depuis 20 ans d'un **plan d'urgence pour le département**.

L'objectif du « **choc des savoirs** » : c'est l'élaboration par l'état de tests pour chaque niveau de la maternelle aux lycées, la mise en place des groupes de niveaux dans les collèges, des tests d'aptitude pour passer d'un niveau à l'autre et en fin de 3^e, créer des classes passerelles pour ceux et celles qui ont échoué au brevet des

collèges avant d'aller dans un lycée professionnel. Le rôle des professeurs ne sera plus d'enseigner mais de préparer le passage des tests. Du tri social assumé !

Finis le discours égalitaire, la bonne conscience de l'égalité pour tous. Ces dernières années, la bourgeoisie a détricoté toutes les mesures qui permettaient aux enfants des classes populaires d'accéder aux études, au savoir. Avec parcours sup suivi de la réforme des lycées professionnels, les enfants des filières professionnelles ne peuvent plus accéder aux études supérieures en dehors de leur champ de professionnalisation. Et même en forçant un peu, une bonne partie des matières générales comme la philosophie, l'histoire, le français, etc. a soit disparu soit été vidée de leur contenu. Et le « choc des savoirs » est de fait le dernier dispositif du tri social.

Ces mesures ne concernent pas les enfants de la bourgeoisie. Comme le dit Edouard Louis (écrivain transfuge de classe qui analyse dans ses romans son passage de fils d'un prolétariat malmené à écrivain surdiplômé de la bourgeoisie), les enfants de la bourgeoisie sont les véritables assistés du système. Dès la naissance, on leur inculque les codes de la société bourgeoise, les manières d'être, les savoirs nécessaires pour avoir une bonne scolarité et répondre à la compétition sociale. Ainsi les pauvres, les classes populaires peuvent rester à leur place. Et s'ils insistent pour sortir leurs enfants de leur condition sociale, il y a toujours les écoles privées, mieux financées

que les écoles publiques s'ils passent la sélection. Aujourd'hui, l'Etat n'a plus besoin d'ascension sociale massive. La bourgeoisie, la petite bourgeoisie se renouvelle d'elle-même. Elle se reproduit. Mais, même si la bourgeoisie a son quota, elle cherchera toujours à récupérer ce qu'elle appelle « les bons éléments » des classes populaires. Récupérer leurs compétences, leur capacité d'adaptation, leurs savoirs faire, à son profit grâce aux bourses exceptionnelles, aux passerelles pour les grands lycées parisiens. Et justifier ainsi la notion de « mérite » qui est mise en avant depuis plusieurs années.

LE 93 EN MOUVEMENT

Ce n'est pas pour rien si le mouvement de lutte qui se développe a commencé en Seine saint Denis : les premiers touchés par toutes les réformes de l'enseignement sont les enfants des classes populaires. Quel que soit le département d'ailleurs. Leurs parents sont déjà touchés par la précarité, le chômage, la misère, les plans de licenciements, l'insalubrité d'un logement trop petit, l'absence de titres de séjour, la diminution des services publics. Il s'agit là d'une attaque supplémentaire. Le 93 est un département qui concentre toutes les difficultés économiques et sociales. Celles-ci ne sont pas, comme dans d'autres départements, circonscrites à un quartier ou une zone géographique. Elles sont identiques sur la quasi-totalité du territoire.

Lors des émeutes, les médias s'offusquaient souvent du fait que les jeunes osaient s'attaquer aux écoles. Pourtant, c'est bien l'école qui les classe et les exclut de « la norme ». L'école est le premier lieu de discrimination institutionnelle. C'est elle qui exerce les premières violences que subissent les enfants. Et ce, de la maternelle au lycée. Et il ne s'agit pas de pointer les enseignants qui sont bons ou mauvais mais plutôt l'institution, l'Etat, qui met les personnels en difficulté. Des formations saupoudrées, formatées. La fin des libertés pédagogiques déjà en marche. Tous les enseignants qui ont tenté de travailler autrement ont été dénigrés, entravés et empêchés par l'institution. Des protocoles, des dossiers administratifs, des injonctions toujours plus nombreuses et imposés, empêchent ainsi de penser la pédagogie (la manière d'enseigner). Empêchent les enseignants d'être au cœur de leur métier : inventer pour transmettre.





Cela fait 20 ans que le 93 subit le manque de professeurs, l'arrivée en force de professeurs contractuels non formés, jetés dans les classes du jour au lendemain sans préparation, les locaux insalubres, le manque de personnels pour accompagner ces élèves.

Cela fait 20 ans que le plan d'urgence est la principale revendication des syndicats du département, avant même celle des salaires.

Cela fait 20 ans que les enseignants du 93 réclament une justice et une équité pour leurs élèves. L'équité, c'est de mettre des moyens là où c'est nécessaire.

Cela fait 20 ans que le 93 réclame plus de profs, plus d'AESH pour suivre et aider les élèves en situation de handicap, plus de surveillants dans les collèges et lycées, plus d'assistants et assistantes sociales, plus de médecins scolaires, plus d'infirmières, plus d'AED (surveillants)...

Cela fait 20 ans que certains enseignants du 93 gèrent, inventent, innovent parfois avec leurs propres moyens, contournant les directives et injonctions hiérarchiques.

Depuis 20 ans, le 93 est un laboratoire dans lequel on a testé toutes les mesures de la déstructuration

de l'enseignement public afin de favoriser l'enseignement privé. Tout ce qui se passe à l'échelle nationale a déjà été testé dans le 93.

Cela fait 20 ans que les profs ne veulent plus être prof dans le 93. Parce que les difficultés des élèves, celles des parents et les manques de l'institution épuisent.

Ce que les collègues des autres régions, des autres académies dénoncent, cela fait 20 ans que le 93 le constate.

C'est pourquoi, les ouvriers et les classes populaires, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers doivent soutenir ce mouvement tout en critiquant les illusions entretenues sur le rôle de services publics et sa défense : l'école reste un appareil d'Etat qui sert à reproduire les classes sociales. Même si, pendant un temps, elle a joué un rôle d'émancipation pour certains, cela a toujours été dans l'intérêt de la bourgeoisie et de son économie.

La seule libération pour tous les prolétaires et leurs enfants, c'est d'abattre ce système basé sur la concurrence et l'exploitation dont nous sommes toutes et tous les victimes.

AVANT DE FAIRE LE TOUR DU MONDE, FAIRE LE TOUR DE L'ATELIER...

ENQUÊTE OUVRIÈRE, 2017-2023

10

C'est un livre vraiment atypique dans le milieu militant qui vient d'être publié chez Acratie. Il est l'œuvre du « Groupe Communiste-Anarchiste de Boulogne sur Mer », qui publie le journal « La Mouette Enragée » depuis 1992. On peut le trouver dans quelques librairies militantes, ou le commander à leur adresse (voir page 13), chèque de 15 euros, frais de port compris, à l'ordre de La Mouette Enragée.

C'est une enquête approfondie, réalisée plusieurs années durant, dans les secteurs de la classe ouvrière et du prolétariat, essentiellement dans la région Nord Pas de Calais. On y trouve le secteur médical et son intégration croissante dans les business plans du capitalisme mondialisé (EHPAD, ambulanciers, sage-femmes...), les livreurs Uber-Eats, la logistique (Amazon, la Redoute, Verbaudet), les centres d'appel, l'industrie agro-alimentaire, les PME et l'intérim etc. Ce sont des enquêtes sur le terrain, avec des interviews, le tout d'une grande richesse.

Un tel livre ne pouvait pas nous laisser indifférent. D'une part parce qu'il réaffirme la centralité ouvrière dans le projet politique, d'autre part parce qu'il part de l'enquête, qui est un des points clés de notre référence au maoïsme : comme disait Mao Zedong, "celui qui n'a pas fait l'enquête n'a pas le droit à la parole". C'est la base première de la ligne de masse, et donc de la possibilité d'une intervention politique communiste dans les masses et auprès des éléments avancés. Et ce livre est d'une grande importance pour saisir

les évolutions de la classe ouvrière dans un pays impérialiste comme le nôtre. Et c'est pour cela que nous sommes allés les rencontrer à Boulogne, pour les interviewer, pour mieux comprendre leur travail et leur projet. L'interview est ci-dessous, relue par leurs soins.

Bien sûr, nous ne partageons pas l'orientation politique de ces camarades (et cela se voit à la lecture de l'interview), en particulier ce qu'on peut appeler le culte de la spontanéité révolutionnaire, c'est à dire la recherche des secteurs prolétaires et ouvriers qui vont spontanément être l'avant-garde d'une future révolution sociale. Nous n'allons pas ici reprendre tous les éléments de nos positions, rappelons en particulier que si nous voulons nous appuyer sur tous les embryons de conscience et de pratiques révolutionnaire dans la classe ouvrière contre son exploitation, nous affirmons sans hésitation qu'elle est spontanément réformatrice, la conscience étant aussi – et principalement – le reflet de la soumission de la force de travail au marché capitaliste, concurrence entre ouvrier.e.s et recherche du "meilleur prix" de cette valeur d'échange particulière décrite par Marx il y a longtemps. Nous renvoyons nos lecteurs aux documents de notre organisation, et à notre plateforme politique.

Néanmoins, nous avons des convergences réelles avec "La Mouette Enragée", au delà de la rage ! Ce souci prolétarien, cette recherche de la compréhension de la réalité au delà des clichés, et nous l'avons dit, la centralité ouvrière. Un livre à lire absolument, à discuter, à enrichir, à critiquer !

1. Quelle importance pour vous de la centralité ouvrière, comment voyez-vous la différence entre classe ouvrière et prolétariat ?

Sans bien sûr remonter aux restructurations de la fin des années 70, il nous semblait nécessaire de faire le point après des années de défaites répétées et cumulées autour de « la question du travail » posée à l'échelle de la classe : que ce soit lors des mobilisations nationales autour de la casse des retraites ou de la « Loi Travail », des attaques contre les droits sociaux, l'assurance chômage, etc. On pense que les raisons de ces revers, essuyés dans l'intervalle comprise entre 1995 et aujourd'hui, ne sont pas uniquement liées à des questions de stratégies ou de mobilisations syndicales, mais aussi à une profonde modification de la composition de classe : comprendre pourquoi certains secteurs se mobilisent et d'autres pas, ou très peu ... On a observé une profonde modification de la typologie des emplois ces dernières décennies, avec une chute de l'emploi industriel et un transfert massif de la force de travail vers les services et une montée de l'emploi précaire sous de multiples formes...

Maintenant, pour répondre simplement et un peu schématiquement à votre question, nous rangeons dans la catégorie « classe ouvrière » les individu-es qui effectuent un travail productif au sens où Marx le définit dans les manuscrits de 1861-63¹, c'est à dire un travail exploité qui au sens capitaliste du terme produit de la plus-value... et dans « le prolétariat » celles et ceux qui vendent leur force de travail mais ne l'échangent pas forcément contre du capital... Une personne qui travaille en qualité d'AESH² dans le secteur public, s'il faut prendre un exemple concret.

2. Quelle est la démarche de l'enquête, comment voyez-vous les contradictions au sein de la classe (hommes/femmes, français/immigrés...) ?

Vous avez raison, les problèmes spécifiques des travailleuses en tant que femmes sont peu abordés ! Toutefois, les retours d'enquêtes et les témoignages que nous avons collectés dans les secteurs du soin, des plateformes d'appels, de la

vente par correspondance, et même dans l'industrie agro-alimentaire émanent essentiellement de femmes. Comme nous l'avons précisé dans l'avant-propos, ce livre est une esquisse qui appelle à remettre le travail sur le métier, ce que nous allons faire assurément. Il nous a aussi été reproché de ne pas aborder la question du logement ou celle de la consommation ou du mode de vie...

Délibérément, nous avons fait le choix de nous concentrer sur les lieux et les moments d'exploitation et non sur ceux de la reproduction. Un choix assumé et qui nous offre l'opportunité dans les temps à venir d'ouvrir les chantiers qui ne l'ont pas été ...

Vous avez également raison quant à la place octroyée aux travailleurs immigrés dans l'enquête. Ne pensez pas que nous éludons la question, nous avons été très investis de 1999 à 2005 sur ce terrain dans la région de Calais, sur une position de classe et en rapport toujours à cette question du travail, mais dans sa dimension internationale, cette fois. Nous en avons tiré un bilan qui a été édité dans un livre collectif³. La limite que soulignez vient aussi du fait que dans plusieurs secteurs où nous avons enquêté, les travailleurs immigrés sont très peu présents, si ce n'est absents. A Boulogne-sur-mer, par exemple, les personnes venues du Maghreb ou du Portugal dans les années 60 pour travailler dans les aciéries sont reparties massivement avec les plans de retours associés à la restructuration et la liquidation du secteur... En revanche, dans la région lilloise, nous avons rencontré un certain nombre de travailleurs immigrés notamment à la Redoute, mais les questions spécifiques aux conditions de l'immigration n'ont pas été abordées.

Le rejet de l'autre, de *l'étranger*, comme la xénophobie sont effectivement une réalité comme le rapporte dans le livre un témoignage provenant du secteur portuaire de Boulogne-sur-mer. Des camarades l'ont enduré personnellement, mais c'est le résultat d'une identité et d'une culture ouvrière particulières qui s'est construite sans apport exogène, dans de petites boîtes, de génération en génération... Une survivance au jour d'aujourd'hui. Dans les grosses boîtes de la zone portuaire, les rapports sont différents et la

1 Théories sur la plus-value. (Livre IV du Capital).

2 AESH : Accompagnant des élèves en situation de handicap.

3 De Sangatte à Coquelles. Situation et interventions (1999-2004). <https://lamouetteenragee.noblogs.org/files/2017/05/sangatte-coquelles.pdf>

xénophobie plus discrète ou absente. Et pour répondre, enfin, à votre question, bien sûr qu'il faut combattre le racisme s'il s'exprime au sein de la classe, sans concession d'aucune sorte et spécifiquement si nécessaire ...

3. Quelles contradictions avec la petite bourgeoise intellectuelle ?

La question de la bureaucratisation et de la place octroyée aux membres de la petite bourgeoisie dans le mouvement révolutionnaire, en-soi, n'est pas nouvelle⁴. Elle se pose depuis le départ et continuera de se poser même à ceux qui tentent de s'en affranchir avec volonté. Ce n'est pas une fatalité, mais de là où nous nous situons, nous répondrons, un peu facilement direz-vous sans doute, que c'est dans le cours du mouvement et du cœur du mouvement lui-même, de sa force et de sa dynamique, que surgiront (ou non !), les éléments de contre-pouvoirs indispensables. La spontanéité est à nos yeux un facteur essentiel, même si comme nous aimons l'ajouter : « *la spontanéité, ça se travaille !* »

Ceci dit, cette question se pose aux conditions de la période, c'est à dire que les années 80 sont passées par là... Un cocktail à base de restructurations industrielles, d'emprise plus large et plus longue du système scolaire et de son idéologie bourgeoise sur de plus larges strates de la société, la montée de catégories intermédiaires nécessaires aux conditions de l'exploitation contemporaine, tout cela a favorisé et amplifié le phénomène que vous décrivez. Raison pour laquelle nous avons fait le choix de ne donner la parole qu'à des femmes ou des hommes du rang, la plupart sans mandat syndical, ou entrés en bagarre contre les bureaucraties comme lors de la lutte menée à l'époque à la Redoute par « *Les Redoutables* ». Initialement, ils étaient à la CFDT pour un certain nombre d'entre eux, mais face à la collaboration de leur dirigeant lors du plan social, ils ont fait sécession. Depuis, il faut tout de même préciser que certains leaders de ce mouvement ont intégré d'autres structures syndicales pour « continuer le combat », avec des concessions parfois surprenantes faites à la cogestion... C'est le cas aussi des femmes de Vertbaudet, au départ pas syndiquées, mais qui ont rejoint majoritairement la CGT qui a cadré la grève puis les négociations.

.....
4 Qu'on soit d'accord ou pas avec les conclusions qu'il en tire, J.W. Mahkaïski avait dès la fin du 19^e siècle posé le problème à sa façon.

4. Marxisme et communisme, comment enquêter sur la conscience politique, au sens large ?

Évidemment la question est politique et révolutionnaire. A plusieurs reprises, nous nous référons à Tronti au début du livre, même si comme vous le savez, nous ne sommes absolument pas léninistes. Tronti affirme dans l'un de ses derniers ouvrages que : « ...sans classe ouvrière, pas de politique ! » Nous ne l'interprétons pas de la même manière que lui, puisqu'il a été sénateur, mais son énoncé dit le tout, à savoir que sans la présence et l'intervention de la classe ouvrière, rien n'est possible fondamentalement ! Maintenant, cette notion de « la conscience » n'est pas restée en arrière-plan, mais c'est la question « casse-gueule » par excellence, à plus forte raison quand le mouvement ouvrier traverse, comme c'est le cas actuellement, une crise profonde. A notre avis, la conscience est une catégorie à manipuler avec précaution car elle fait intervenir une dimension psychologique induite dans le rapport et le passage du personnel au collectif et vice et versa. Et l'enquête se mène plutôt au cas par cas, c'est d'ailleurs l'une de ses limites. Excepté, dans les moments de forte conflictualité où elle prend alors une autre tournure...

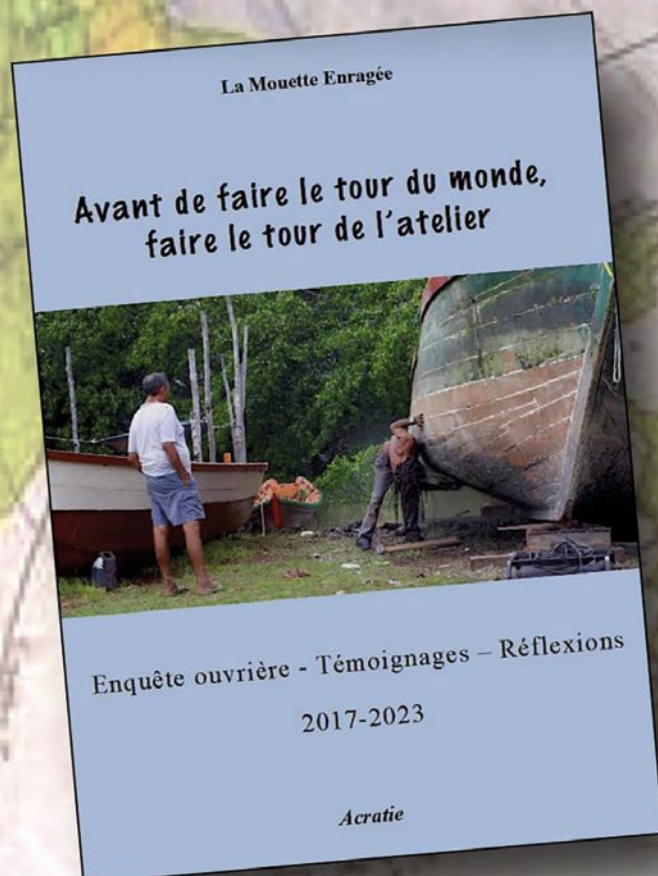
5. Quelles perspectives à ce livre et cette enquête ?

Nous allons poursuivre notre chemin et l'enquête par la même occasion, pour toutes les raisons et les insuffisances que vous avez soulevées à juste titre. Nous commençons à peine à parler de notre travail autour de nous, et souhaitons échanger à son sujet le plus largement possible et ainsi favoriser les rencontres. Et dans l'état d'esprit que vous évoquez dans votre introduction, c'est à dire en dehors de tout sectarisme ! Aussi, cette enquête est l'occasion de prendre des contacts dans des secteurs clés où demain, peut-être, se noueront des enjeux lors d'un mouvement social (grèves, blocages, etc). Nous manquons souvent de temps et d'espaces lorsqu'éclate un conflit, tant les prolétaires sont de plus en plus atomisés. L'enquête, au-delà d'être un outil d'analyse, s'avère être aussi un outil au service de la lutte des classes, pour s'organiser à la base.

Boulogne-sur-mer, Lille, Marseille.
Le 20/04/2024.

Avant de faire le tour du monde, faire le tour de l'atelier

Le nouveau livre de la Mouette Enragée



Disparue la classe ouvrière ?

**Une enquête ouvrière menée sur la Côte d'Opale,
la région lilloise, en Bretagne et ailleurs ...**

*En librairie ou à commander à notre adresse postale :
La Mouette Enragée B.P 403, 62 206 Boulogne-sur-mer cedex
Pour tout contact : lamouette.enragee@gmail.com*



« PETITES MAINS »

UN FILM DE NESSIM CHIKHAOUI

14

Un film en ce moment sur les écrans, sorti le 1^{er} mai, à voir.

C'est un film de fiction, sur la rencontre de plusieurs femmes de chambre dans un hôtel palace (très grand luxe) parisien, avec une grève en arrière-plan. La rencontre entre une jeune révoltée de 20 ans embauchée en sous-traitance, et une ancienne, en fixe et non gréviste, mais brisée par le travail.

Un film de lutte de classes, joyeux et sympathique, qui donne la pêche en ces temps moroses.

« Petites mains », c'est un film de fiction réaliste, si l'on peut dire. Tout sonne « vrai », les situations, la lutte des classes, les personnages, les dialogues, le jeu des actrices professionnelles, on s'y retrouve tout le temps ; cela donne un spectacle plutôt émouvant, qui ne fera grincer les dents que des bourgeois ou petits-bourgeois bien insérés dans le système – sans compter la bureaucratie syndicale !

On y voit tout le combat contre la sous-traitance et pour la ré-internalisation qui est venu au premier plan dans l'hôtellerie, mais qui est partout à l'ordre du jour : la maintenance nucléaire, la santé, la SNCF, la Poste, la construction etc. Il serait temps d'organiser ce combat essentiel, et en tous les cas, ce film met sa petite pierre à l'édifice. La différence de statut entre les fixes et les sous-traitantes est particulièrement bien vue, avec pourtant la solidarité et la sororité du travail en commun. C'est le thème général au long du film, la relation d'abord rugueuse puis très proche entre Eva la jeune révoltée (jouée par Lucie Charles-Alfred) et Simone la vieille non gréviste (jouée par Corinne Maseiro). Comme l'ont

dit des femmes de chambre présentes lors de la première de ce film « Y'a pas de luxe dans la sous-traitance ! ».

On y retrouve les conditions de travail, avec les cadences impossibles à tenir, même dans un palace, les petites cheffes sans pitié tout le temps derrière le dos des salariées, la pénibilité et le dos cassé avec l'envoi en inaptitude et la menace de licenciement.

On y retrouve la grève, ses piquets, l'évacuation par la police, la difficulté de tenir sur la durée, les conflits avec les conjoints, les non grévistes qui sont malgré tout un peu solidaires, certaines rejoignant le mouvement en cours.

Et la séquence du faux défilé de la Fashion Week qui va marquer les esprits et faire plier le palace comme l'entreprise de sous-traitance.

Car, derrière la fiction plutôt bien faite, on retrouve toute la réalité de deux grèves historiques et bien réelles, deux grèves victorieuses, celle du Park Hyatt Vendôme en 2013, et la grande grève d'Ibis Batignolles entre 2019 et 2021, toutes deux animées par la CGT-HPE que les lecteurs de notre blog « Où va la CGT ? » connaissent bien.

Nous renvoyons nos lecteurs à un article du blog d'octobre 2013 « Nettoyage CGT : le côté lumineux et le côté obscur de la force » (<http://ouvalacgt.over-blog.com/article-nettoyage-cgt-le-cote-lumineux-et-le-cote-obscur-de-la-force-120422038.html>) qui relate la grève du Park Hyatt Vendôme, avec interview des grévistes, vidéos, tracts, et diaporama du fameux défilé (bien réel) de la Fashion Week de l'époque. Le film s'inspire directement de cette grève

– qui n’a duré que six jours, mais en l’imaginant très longue sur la durée comme l’a été la grève d’Ibis Batignolles.

Deux grèves victorieuses, avec ce sentiment de victoire matérielle (salaires, horaires et conditions de travail, embauches) et de dignité retrouvée dans le combat contre l’exploitation.

C’est un mélange plutôt bien fait, et la conclusion du film permet à la fiction de rejoindre la réalité avec la succession de petits extraits de vidéos d’époque sur ces conflits historiques. C’est bien vu.

Les films de femme de chambre sont dans l’air du temps, après ces grandes luttes, et aussi après le COVID où on a longuement parlé des « premières lignes ». Il y a eu l’excellent documentaire de Clarisse Feletin sur FR3 « Les invisibles » en 2021 (également visible sur le blog « Où va la CGT ? » <http://ouvalacgt.over-blog.com/2023/02/nettoyage-et-sous-traitance-les-invisibles-en-video-sur-fr3.html>, le film « A plein temps », sorti début 2022, d’ailleurs beaucoup plus décevant dans le contenu puisque c’était le récit d’une petite-bourgeoise déclassée qui se retrouvait femme de chambre et « heureusement » réussissait à la fin à s’en sortir en retrouvant un poste de cadre. « Petites Mains », est bien plus sympathique, « prolétaire » dans l’esprit et proches des femmes de chambre... Comme le dit Simone à Eva : « quel avenir dans un boulot de merde ? Les filles, elles font ça parce qu’elles ont pas le choix. Elles font ça pour que leurs enfants le fassent pas ».

Et puis, il y a eu le fameux discours de Ruffin en mars 2018 sur les femmes de chambre à l’Assemblée, l’élection de Rachel Kéké représentante des grévistes lors de la grande grève victorieuse d’Ibis Batignolles, les interviews un peu partout de Sylvie Kimissa, autre représentante des grévistes à Ibis etc. Bref, grâce à leurs combats, menés avec la CGT-HPE, les femmes de chambre sont sur les écrans et dans les médias, et c’est une bonne chose. Reste à gagner le combat contre la sous-traitance, c’est l’étape d’après !

Un petit manque cependant dans ce film, tout en sachant que c’est un film grand public. C’est le rôle des caisses de grève pour tenir dans le temps, pour gagner. Si la grève au Park Hyatt Vendôme de 2013 a été brève, celle d’Ibis Batignolles a duré 22 mois, et n’aurait pu gagner sans la caisse de grève du syndicat, ici la CGT-HPE. C’est une leçon très importante, d’autant que les animateurs du syndicat sont actuellement

poursuivis par d’anciens grévistes pour leur participation financière volontaire à cette caisse à l’issue du conflit durant lequel ils ont d’ailleurs reçu le soutien. Une sombre manœuvre menée à la fois par les directions hôtelières et les bureaucrates bien pourris de la CGT, en particulier à l’US Commerce Paris et à l’UD 75. On notera que certaines grévistes du Park Hyatt Vendôme se sont associés sans honte à la procédure ! Espérons que le film « Petites Mains » va contribuer à leur rabaisser le caquet !

L’occasion de réaffirmer notre soutien à Tiziri Kandi et Claude Levy (joué par Kool Shen dans le film !) et à la nécessité de participer à la collecte qu’ils ont impulsée pour prendre en charge les frais de justice ! Encore et toujours à voir sur le blog « Où va la CGT ? » <http://ouvalacgt.over-blog.com/2023/12/soutien-financier-aux-condamne.e.s-des-caisses-de-greve.html>, et pour mettre la main au porte-monnaie pour celles et ceux qui ne l’ont pas encore fait !

Pour conclure sur cette longue critique, un film grand public à voir, de lutte de classe, on peut même y aller en famille avec des jeunes, c’est un vrai plaisir ! « Petites mains, grandes dames » concluait Maïmouna Gueye, actrice professionnelle dans le film lors de la projection en avant-première !





Depuis huit mois, les bombes tombent sur Gaza, en un massacre sans fin.

Depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre, ce sont des dizaines de milliers de Palestiniens gazouis qui ont été tués ou mutilés, dont des milliers d'enfants, des journalistes, des soignants, des humanitaires sans aucune distinction.

La province a été rasée, toutes les structures ont été détruites, les écoles, les hôpitaux, les monuments publics, les infrastructures. On empêche l'aide humanitaire internationale d'arriver, au point même de viser délibérément les humanitaires étrangers pour les pousser à partir. La famine s'installe, et désormais, des agences internationales tout à fait officielles commencent à parler d'actes génocidaires.

La seule réponse de Netanyahu : vous êtes des antisémites ! Et voilà plus de bombes, plus de missiles, de tirs aveugles, de photos obscènes de soldats sionistes faisant des selfies devant les ruines. Des ministres fascistes ultra-sionistes peuvent tenir en public des propos génocidaires sans être inquiétés. Et en Cisjordanie, la colonisation s'accélère masquée par le bruit des bombes sur Gaza.

SIONISME FASCISTE ET GÉNOCIDAIRE, PALESTINE VAINCRA !

Netanyahou prétend éliminer le Hamas – qu’il a d’ailleurs lui-même encouragé dans les années 90 pour affaiblir l’Autorité Palestinienne, mais sans comprendre qu’aussi réactionnaire soit ce parti religieux, il est un élément de la résistance du peuple palestinien. La poursuite des bombardements, la barbarie aveugle ne font que souder le peuple palestinien derrière lui.

*Huit mois de destructions aveugles, de morts, de crimes contre l’humanité.
Après Grozny en Tchétchénie, Alep en Syrie, Bachmout en Ukraine, Gaza !*

Les grandes puissances, si actives à intervenir en Lybie, en Afrique laissent faire et alimentent en armes et en fonds le sionisme assassin. C’est à peine si Biden admet du bout des lèvres que Netanyahou exagère un peu. Car l’Etat d’Israël ne peut pas, n’a jamais pu exister sans ce soutien inconditionnel des impérialistes. Ainsi Macron et Braun-Pivet s’alignent sur le sinistre député Meyer Habib, copain de Netanyahou, qui fricote avec tout le monde sans provoquer le moindre soupçon d’indignation.

Ce dossier, hélas toujours d’actualité, vise à prendre un peu de recul, à réfléchir et à comprendre.

C’est quoi la « Résistance Palestinienne » et quel soutien inconditionnel mérite-t-elle ?

Pourquoi défendre le boycott et participer à la campagne BDS ?

Le sionisme nous impose le débat sur l’antisémitisme, mais qu’est-ce qui se cache derrière cette réalité en augmentation ?

Pourquoi ce malaise dans les partis dits de « gauche », jusqu’à l’extrême-gauche et aux militants juifs antisionistes ou qui se disent tels ?

Nous ne sommes pas des « belles âmes » juste bonnes à critiquer et commenter depuis notre fauteuil. Nous sommes dans les manifestations, nous étions à Lannemezan pour Georges Abdallah, nous organisons le soutien et le rôle de ce dossier est de le renforcer en conscience !

**« Vive la Palestine libre,
laïque et démocratique,
de la Mer au Jourdain ! »**

À PROPOS DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE



18

Depuis le 7 octobre, nous sommes pris en étau entre deux injonctions définitives :

- Condamner sans réserve le « pogrom antisémite » du Hamas
 - Soutenir sans réserve la Résistance Palestinienne
- Nous avons alors pris une semaine pour publier un communiqué¹ (le 14 octobre), en refusant cette double injonction.

Mais il faut y revenir, encore et encore, tant la ligne de crête sur laquelle nous avançons est étroite.

.....

¹ voir le numéro précédent de *Partisan magazine*,
ou <https://ocml-vp.org/article2474.html>

NOTRE SOUTIEN INCONDITIONNEL VA AU PEUPLE PALESTINIEN, DANS SA LUTTE CONTRE LA COLONISATION SIONISTE

Depuis l'origine de notre organisation, dans les années 70, nous avons soutenu la lutte nationale et démocratique du peuple palestinien.

Inconditionnellement. Contre la colonisation, le régime d'apartheid, pour le retour des réfugiés, pour les droits nationaux du peuple palestinien, bafoués par la création de l'Etat d'Israël en 1948, jusqu'à ce qu'on peut appeler la tentative de génocide en cours à Gaza. En cela nous nous démarquons bien sûr de tous les prétendus « démocrates » bourgeois, qui ne sont que des soutiens plus ou moins cachés de l'Etat sioniste, mais aussi des trotskistes comme Lutte Ouvrière qui comme à leur habitude refusent tout soutien à une quelconque lutte nationale et démocratique, en rêvant à une unité abstraite entre ouvriers juifs et ouvriers palestiniens – dont on se demande bien sur quelle base elle peut se construire.

Nous renvoyons tous nos critiques à nos positions de toutes ces années, 170 articles sous le mot-clé Palestine sur notre site, et nous n'éprouvons pas le besoin de nous en justifier plus, parce que nos positions sont claires et sans ambiguïtés. Et nous revenons dans d'autres articles de ce magazine sur l'antisémitisme, débat imposé par le colonisateur sioniste pour escamoter les massacres en cours.

SOUTIEN INCONDITIONNEL À LA « RÉSISTANCE » PALESTINIENNE ?

Sur la base d'un juste soutien au combat national et démocratique du peuple palestinien, certains courants prétendent imposer un « Soutien inconditionnel à la résistance palestinienne ». C'est ainsi par exemple que nous avons dû refuser de signer un appel de la Campagne Unitaire de Soutien à Georges Ibrahim Abdallah, dont nous sommes par ailleurs participants, et toujours maintenant malgré ce désaccord, qui voulait préciser : « Alors, tandis que le mouvement de libération national palestinien est depuis ces derniers mois entré dans une nouvelle étape historique de sa lutte, nous nous devons d'exprimer et d'acter clairement notre soutien : un soutien **inconditionnel, sans détours**, aux côtés de la résistance, de **toute** la résistance **et de ses actions militaires** en vue de la destruction

de l'entité sioniste et de son projet colonial, de la mise en place du projet de libération nationale sur toute la Palestine historique et pour la défense du droit au retour de tous les réfugiés. » C'est nous qui soulignons.

Nous l'avons écrit dans notre communiqué du 14 octobre, nous refusons ce soutien inconditionnel.

Parce qu'il y a un flou autour de la formule « Résistance Palestinienne », flou intéressé et entretenu par celles et ceux qui ne veulent pas de débat et de critique.

En gros, sans vouloir déformer : depuis des décennies, le peuple palestinien lutte pour sa libération nationale contre le sionisme et l'impérialisme. C'est un combat juste, c'est un peuple en résistance, c'est la « Résistance ». Un concept abstrait, immuable et donc totalement légitime en tout. Donc, il faut taire les critiques et soutenir sans réserves aucune, inconditionnellement, au nom du juste combat contre le sionisme et l'impérialisme. Critiquer c'est affaiblir le soutien. Nous sommes désolés de dire qu'on est en plein idéalisme philosophique et à mille lieux du matérialisme.

Matérialisme historique : la résistance palestinienne a bien changé au fil des décennies depuis le XIX^e siècle. On ne va pas refaire l'histoire, la Nakba, la création du Fatah en 1959, celle de l'OLP en 1964, du Hamas en 1987, les accords d'Oslo en 1993, la victoire électorale du Hamas en 2006 (<https://ocml-vp.org/article203.html>). Sans oublier tout le reste, pour faire bref. La seule chose de sûre, c'est que la « Résistance » palestinienne a **changé**, évidemment sous l'influence de la colonisation et de l'impérialisme, de l'abandon des régimes arabes etc. Et également des événements internationaux, comme la défaite russe en Afghanistan, la révolution iranienne, la chute du mur de Berlin, la dislocation de l'ex-URSS et les massacres de Tien Anmen en Chine en 1989. C'est-à-dire que le mouvement progressiste anti-impérialiste s'est considérablement affaibli, pour ouvrir la porte à des mouvements réactionnaires religieux.

Aujourd'hui, c'est le Hamas qui domine politiquement et militairement la résistance, hier c'était le Fatah. Hier les organisations de gauche étaient fortes, aujourd'hui elles ont été laminées par un Hamas réactionnaire. Et demain sera encore différent. La critique du Hamas (en plus créé avec l'appui du sionisme pour affaiblir l'OLP, il faut le

rappeler) aujourd'hui est donc aussi légitime que celle du Fatah l'était hier.

Matérialisme dialectique : C'est plus fondamental. On a un groupe de population, le peuple palestinien, qui se bat pour sa libération nationale, combat définitivement juste. Mais aucun groupe n'est homogène, « un se divise en deux » nous ont répété les maoïstes chinois. Dans le peuple palestinien, il y a des éléments arriérés (qui peuvent même collaborer avec le sionisme), une masse révoltée qui résiste, et des militants politiques, eux-mêmes divisés entre réactionnaires et progressistes. Ces militants (tous) sont évidemment liés aux masses, d'où ils sont issus d'ailleurs. Mais ils n'en sont pas des représentants « à l'identique ». Ils portent une orientation politique et idéologique propre, ils savent s'appuyer sur les aspirations des masses, mais au service de leur propre projet. Comme un syndicat réformiste par rapport aux ouvriers d'une usine. Comme tous celles et ceux qui parlent au nom des Gilets Jaunes. Comme les mollahs en Iran en 1979. Et dans l'autre sens, comme le Parti Communiste Chinois pendant la révolution chinoise.

Il y a **une dialectique permanente entre un mouvement de masse et sa/ses directions**. C'est une loi historique de la lutte des classes et du matérialisme. D'où la position de VP : nous soutenons inconditionnellement la lutte des peuples, « On a raison de se révolter », (donc en passant y compris le peuple syrien contre Assad), mais nous avons un regard critique sur la direction qu'il se donne (ou qu'il subit) à un moment donné. Nous ne soutenons cette direction que si elle est progressiste et s'il est possible de faire un travail communiste indépendant. Nous avons toujours eu la même position : la Résistance en France durant la deuxième guerre mondiale, la guerre d'Algérie, l'indépendance des colonies, les luttes des peuples dans le monde, la lutte des classes etc.

C'est le sens de notre résolution de Congrès de 2004 sur la question nationale (<https://ocml-vp.org/article260.html>) qui développe de manière plus complète sur ce sujet.

Voilà pourquoi nous soutenons de manière inconditionnelle la lutte du peuple palestinien, mais pas forcément la direction politique et militaire qu'il se donne (ou qu'il subit) à un moment donné

Une autre option serait d'en rester à la lutte du peuple et au soutien inconditionnel et « se

taire » sur le caractère réactionnaire de sa direction à un moment donné.

Mais nous sommes une organisation communiste, certes ridiculement faible mais avec des ambitions démesurées, et **nous sommes en désaccord** : nous devons éduquer les éléments avancés (avant tout ici, en France impérialiste), à distinguer entre vrais et faux amis, à faire la distinction entre voie progressiste et voie réactionnaire sur le chemin de la libération. C'est que nous avons fait en 1979 à propos de l'Iran, et **nous avons eu raison**. C'est ce que nous faisons face aux réformistes de tous poils, sur tous les sujets. La conscience vient dans la polémique, le vrai ne se détache que face au faux.

Question finale logique : **comment peut-on en même temps soutenir le Hamas et les femmes iraniennes ?** Nous avons raison de critiquer le projet politique réactionnaire du Hamas, et l'histoire nous donnera raison d'une manière ou d'une autre.

LA NATURE DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE, AUJOURD'HUI

Elle se compose essentiellement de trois courants

- Un courant religieux intégriste, autour du Hamas et du Djihad Islamique, et d'autres forces.
- Un courant bourgeois et de collaboration avec le sionisme, autour du Fatah et de ce qui reste de l'OLP.
- Des forces dites « de gauche », avec le FPLP et le FDLP

Avant de dire quelques mots sur ces forces, précisons, une nouvelle fois, que nous parlons du point de vue du soutien à la lutte nationale et démocratique du peuple palestinien. Ni du point de vue des démocrates bourgeois, ni des belles âmes qui refusent de s'engager et qui ne savent que chanter la « paix » en renvoyant de fait les protagonistes dos à dos, nous parlons en communistes et en soutiens indéfectibles de la lutte des peuples et de la classe ouvrière contre l'impérialisme et la réaction. Nous répétons afin d'éviter toutes les fausses polémiques qui fleurissent en ces périodes de confusion.

À propos du Hamas

Voici ce que nous disions dans notre déclaration du 14 octobre :

« C'est un parti politique réactionnaire, anti-démocratique, antisémite, lié à la confrérie des Frères Musulmans, aux mollahs d'Iran et au

Qatar. Un parti réactionnaire qui a une époque s'est attaqué à la Gauche palestinienne, avec le soutien d'Israël. Dont les militants lançaient des pierres à la tête des femmes non-voilées. Un parti réactionnaire dont a souffert la population palestinienne de la bande de Gaza, en particulier les jeunes en révolte contre la misère et l'austérité en 2019.

Un parti qui s'appuie sur le désespoir du Peuple palestinien, parce qu'il est le seul à adopter une position radicale contre le Sionisme, face à la trahison, la compromission et la corruption du Fatah et de l'Autorité palestinienne. Le Hamas s'est érigé en représentant de la Résistance palestinienne. Mais il n'est que le manipulateur de la colère du peuple, envoyant les jeunes combattants palestiniens au suicide collectif, avec un projet politique réactionnaire, celui de procéder à une épuration ethnique à l'envers puis d'instaurer un Etat islamique comme en Iran. »

Nous rajoutons :

- Quoiqu'on en pense, le Hamas fait partie de la Résistance Palestinienne, il en est même à la tête. Du point de vue du combat national démocratique, comme du combat militaire, il est possible de passer des alliances tactiques avec lui. En toute indépendance et sans se soumettre à sa direction politique et idéologique. Les Commu-

nistes se sont alliés avec les Gaullistes pendant la résistance en France, le Parti Communiste Chinois avec le Kouo-Min-Tang durant la guerre anti-japonaise en Chine.

Si on peut comprendre le sentiment de dignité retrouvé des masses palestiniennes dans la résistance contre le sionisme, il faut affirmer sans hésitation que le Hamas est un parti très réactionnaire.

- Le projet du Hamas (dans sa dernière Charte de 2017, réputée plus « présentable ») est parfaitement explicite : « La Palestine est une terre islamique arabe. C'est une terre sacrée et bénie qui a une place spéciale dans le cœur de chaque Arabe et de chaque Musulman ». On peut ergoter, mais c'est exactement la même chose que « le peuple élu sur la Terre promise » du sionisme d'aujourd'hui. Deux messianismes religieux réactionnaires face à face, sur la base d'une lutte anti-coloniale. D'où l'importance du terme « laïque » dans le mot d'ordre du mouvement national palestinien « Pour une Palestine libre, **laïque** et démocratique, de la Mer au Jourdain », soigneusement oublié aujourd'hui, encore une preuve que la Résistance a bien changé.

On notera que le programme du Hamas comporte à la fois la Palestine unie du fleuve à la mer, et le retour des réfugiés, ce qui donne une tournure radicale à ses revendications. Et qui montre bel et bien que le diable se cache dans les détails.



• Il y a tout un débat sur l'antisémitisme du Hamas, et nous y revenons dans un autre article. Ce n'est bien sûr pas un antisémitisme d'origine européenne, mais un racisme judéophobe. Le Hamas ne veut pas de la coexistence des Juifs, Juives, Palestiniens et Palestiniennes dans un seul Etat. Quand il critique la Solution à deux Etats, c'est pour souhaiter un seul Etat théocratique et suprématiste islamique à la place d'un Etat suprématiste juif. Comme l'Iran des mollahs.

• La question des **victimes civiles** et des cibles est une question politique. Nous sommes maoïstes, un terme qui pour beaucoup renvoie à la lutte armée et à la violence (« le pouvoir est au bout du fusil »). Et, c'est vrai nous pensons que la violence révolutionnaire est nécessaire pour le renversement des oppresseurs capitalistes, colonialistes et impérialistes. Mais nous ne pensons pas simplement que la fin justifie les moyens, nous pensons que les moyens déterminent la fin : on ne peut pas déboucher sur une société socialiste en instaurant un rapport de terreur sur les masses populaires, on ne peut pas construire une société démocratique et égalitaire par des crimes sexuels sur les femmes ou des assassinats d'enfants. Dans toutes les armées réellement révolutionnaires du monde, ces crimes ont toujours été punis de morts. Il faut faire une distinction claire entre le peuple que nous entendons rallier et les ennemis que nous entendons isoler et combattre, « être une colombe avec le peuple et un renard avec l'ennemi ». Les massacres de 1955 ont soudé les Européens et une partie de Juifs et Juives d'Algérie autour des ultras de la colonisation, des gros propriétaires terriens pieds-noirs et de l'armée coloniale. Le 7 octobre a ressoudé les Juifs et Juives de Palestine derrière le gouvernement fasciste et corrompu de Netanyahu. Pour nous un massacre de civil est un massacre de civils, il n'est pas plus acceptable quand les victimes sont juives.

• A propos de la **tactique militaire**. Dans un premier temps, le Hamas a reconnu peut-être des erreurs dans les cibles civiles. Fin mars, il s'est excusé auprès du peuple de Gaza pour les souffrances que l'action du 7 octobre a engendré. C'est le moins qu'on puisse faire.

Même si l'ampleur, la brutalité et le caractère génocidaire de la riposte n'étaient pas prévisibles, les représailles l'étaient – évidemment. Et tout aussi évidemment contre la population civile, vu le caractère néo-fasciste du régime de Netanyahu. Dans ce contexte, il est assez criminel et

symptomatique de la manière dont la direction du Hamas voit le peuple, que l'attaque n'ait pas envisagé soigneusement ces représailles. C'est une tactique militaire d'attaques aveugles, de représailles et de terre brûlée, où les victimes ne sont que des « martyrs » chair à combats pour les étapes suivantes...

La question de la tactique militaire, à Gaza comme en Cisjordanie ou au sein même de l'état sioniste et une question éminemment complexe, et nous n'avons pas l'intention de donner des leçons. Nous nous contentons de juger l'action du 7 octobre pour ce qu'elle a été et ce qu'elle a produit, et le fait que c'était en partie prévisible.

• Enfin, nous voulons inviter à la lecture d'un article d'un chercheur syrien résident en Suisse, Joseph Daher. Nous ne connaissons pas toutes ses positions (proches du trotskisme) mais cet article sur le Hamas, son histoire, son programme économique, politique, idéologique et religieux est très instructif, très documenté et donc très édifiant : <https://www.contretemps.eu/hamas-histoire-developpement-perspective-critique/>

Le Djihad islamiste est une scission ancienne du Hamas, sur la base, à l'époque, d'une critique de sa position trop timorée sur la lutte armée. Gageons qu'aujourd'hui les différences sont mineures...

À propos du Fatah, de l'autorité palestinienne, ce qui reste de l'OLP

Nous ne développerons pas ici, tant la compromission, la corruption, la collusion avec le sionisme sont évidentes. C'est une administration bureaucratique et bourgeoise, appuyée sur la gestion des aides internationales et sur la défense des deux Etats imposés par les accords d'Oslo en 1993, la roue de secours explicite des projets impérialistes, qu'elle cherche à remettre en selle. Et qui n'hésite pas à envoyer la police contre les masses palestiniennes ou les militants d'autres forces afin d'éviter l'explosion et l'embrasement contre l'ennemi sioniste.

Chassé de Gaza par le Hamas, cela reste une force politique en Cisjordanie, incapable d'ailleurs de s'opposer à la colonisation permanente des sionistes religieux, qui profitent de la guerre à Gaza pour élargir leurs implantations et chasser les Palestiniens en toute impunité. La triste preuve par les faits que la solution à deux Etats est totalement irréaliste...

À propos des forces dites de gauche, FPLP et FDLP

Ces forces ont été considérablement affaiblies depuis les années 2000, en particulier le FDLP. Le FPLP s'est allié avec le Hamas, dès les accords d'Oslo, refusés ensemble dans un Front du Refus. Nous l'avons dit, dans un combat national, ce n'est pas faux en soi. Ce qui est problématique, c'est qu'on a bien l'impression que le FPLP s'est mis à la remorque politique et militaire du Hamas, faute d'avoir une politique et une pratique indépendante. Les tenants du « soutien inconditionnel à la résistance » nous rappellent en boucle la déclaration du 28 octobre, signée par le Hamas, le Djihad Islamique, le FPLP, le FDLP et le FPLP-CG (<http://www.bannedthought.net/Palestine/JointStatements/PalestinianGroups-2023-10-28-JointStatement-Eng-OCR-sm.pdf>). Appel « à l'unité nationale contre la guerre sioniste, en rejetant les ennemis qui tentent de diviser notre peuple ». Un front militaire commun de la Résistance est légitime. Mais pas une alliance avec un parti réactionnaire, sans se démarquer sur le fond de ce qui fait la force des organisations progressistes.

« On verra plus tard », nous dit-on, « l'heure est à la lutte et à l'unité sans critique ». On connaît la chanson, et notre réponse est simple : on récolte demain ce qu'on sème aujourd'hui. Et quelque part le FPLP récolte l'unité sans principe qu'il a semé depuis Oslo. Le Hamas est devenu largement majoritaire, a considérablement affaibli les partis laïcs et progressistes, ne tolère les forces de gauche que parce qu'elles sont alignées sur lui et lui permettent d'élargir sa domination. Il semble que la revendication actuelle de ces partis soit « Elections, élections », pour en quelque sorte imaginer ré-équilibrer le rapport de forces avec le Hamas, écrasant en sa faveur depuis 2006. Sauf que chacun.e sait que des élections ne mesurent qu'une apparence, et que c'est la réalité sur le terrain, l'organisation politique et militaire, l'indépendance et la fermeté dans les positions de principe qui font la différence. Soyons honnêtes : la situation est effroyablement compliquée et nous manquons d'informations précises de la réalité, mais toutes les informations qui nous parviennent vont dans le même sens, et c'est à partir de là que nous construisons notre point de vue, peu à peu. Et il semble que le dernier congrès du FPLP ait marqué une réorientation à gauche, mais nous n'en savons pas beaucoup plus et nous n'en voyons en tous les cas pas la marque.

Dans le combat démocratique et national, nous l'avons dit, il y a dès le début deux orientations. Une orientation réactionnaire, bourgeoise, capitaliste qui va entraîner la révolution à son échec – c'est le Hamas, et d'une manière différente le Fatah. Et une orientation populaire, communiste, progressiste qui dès le début va orienter ce combat démocratique et national vers un avenir libérateur. C'est exactement le sens du débat sur la présence du qualificatif de « Palestine laïque » dans le mot d'ordre historique du mouvement national palestinien.

On récoltera demain ce qu'on sème aujourd'hui. C'est cela l'enjeu pour les forces progressistes palestiniennes.



BOYCOTT ISRAËL !



Le 16 octobre 2023, quelques jours après l'offensive du 7, les syndicats et associations palestiniennes lançaient un appel international. Le gouvernement Netanyahu venait d'émettre son ordre d'évacuation pour toute la partie nord de la bande de Gaza. Cet appel palestinien est donc lancé sous une menace directe et imminente.

« Nous appelons les syndicats des secteurs concernés à :

- Refuser de fabriquer des armes destinées à Israël.
- Refuser de transporter des armes vers Israël.
- D'adopter des motions à cet effet au sein de leur syndicat.
- De prendre des mesures contre les entreprises complices qui participent à la mise en œuvre du

siège brutal et illégal par Israël, en particulier si elles ont des contrats avec votre institution.

• Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils cessent tout commerce militaire avec Israël et, dans le cas des États-Unis, qu'ils cessent de le financer. » Suivent les signatures de 32 syndicats et associations palestiniennes¹.

Lisons bien cet appel. Il s'adresse « aux syndicats », c'est-à-dire aux travailleurs organisés. Il est aussi dirigé « contre les entreprises qui... », et il demande de « faire pression sur les gouvernements si... ». Enfin, il met l'accent sur l'importance des armes. C'est un rappel urgent et un résumé de l'appel de 2005, lancement de la campagne BDS.

« En 2005, 172 organisations de la société palestinienne lançaient un appel à une campagne de Boycott, Désinvestissement et de Sanctions contre Israël visant à contraindre cet État à respecter le droit international. L'appel fixe trois objectifs à la campagne : la fin de l'occupation et de la colonisation de la Palestine, l'égalité des droits pour les Palestiniens d'Israël et l'application du droit au retour pour les réfugiés. »²

La campagne BDS « est soutenue par des citoyens, universitaires, écrivains, artistes et acteurs israéliens », mais les Palestiniens représentent une part importante de la population d'Israël et de sa classe ouvrière.

A VP, nous avons évidemment soutenu et répercuté cette campagne BDS, bien conscients toutefois que le boycott nous concernait directement, mais le désinvestissement et les sanctions indirectement, car ce sont les entreprises qui investissent, et les gouvernements ou instances internationales qui réglementent le commerce et les relations internationales.

C'est quoi un boycott ? C'est une grève de la consommation (vente et achat), tandis qu'une grève, c'est un boycott de la production ! C'est une forme de lutte, et, comme la grève, on ne peut pas l'utiliser à propos de tout et tous les jours de l'année. Elle est utilisée quand « trop c'est trop », quand le vase de l'oppression et de l'exploitation déborde. C'est au fond un choix politique.

Le mot est apparu vers 1880, c'était le nom de l'intendant d'un riche propriétaire foncier irlandais, Charles Boycott, que les fermiers avaient

.....

¹ Un appel urgent des syndicats palestiniens : mettez fin à toute complicité et cessez d'armer Israël ! - Agence Media Palestine

² Produits et entreprises à boycotter - Association France Palestine Solidarité (france-palestine.org)

exclu de toute relation tellement il était infect. Mais la pratique elle-même de l'exclusion « existait depuis des siècles »³. Les exemples contemporains les plus célèbres sont le boycott des bus de Montgomery aux États-Unis en 1955, après la condamnation de Rosa Parks qui refusait d'appliquer la ségrégation raciale dans les transports. La décision de la Cour suprême américaine tombe dès 1956, et c'est une victoire.

Autre exemple, le boycott de l'Afrique du Sud pour son système raciste d'apartheid. « Avant le démantèlement de l'apartheid, certaines entreprises avaient quitté l'Afrique du Sud pour soigner leur image de marque »⁴. La campagne de boycott des transfos d'Alstom, destinés à la centrale électrique de Koeberg, avec la venue de militants syndicaux sud-africains, la présence de l'ambassadeur de Pretoria aux portes de l'usine de Saint-Ouen, etc., est un des bons souvenirs du passé des militants de Voie Prolétarienne actifs dans l'usine, bien que les transfos aient été finalement livrés. Et bien qu'une bourgeoisie corrompue noire ait remplacé au pouvoir la bourgeoisie raciste blanche. « Nous ne sommes pas aveugles, nous avons bien vu ce qui s'est passé dans les autres pays africains après les indépendances, nous ne voulons pas d'une bourgeoisie noire. » Mais l'histoire a fait tout de même un grand pas : la lutte des classes a remplacé la lutte des races.

Et en Palestine, quand a démarré le boycott des colons sionistes ? A la fin du XIXe, avec les premières arrivées de colons. Mais le mouvement massif et organisé date de 1929 lors de la révolution arabe. « En 1936, les dirigeants palestiniens lancent un dernier appel au boycott, infructueux ». Ce sont les pays voisins qui prennent le relais. La Ligue arabe est créée en 1945 et organise immédiatement un boycott total, qui sera respecté pendant un quart de siècle. Les nouvelles bourgeoisies au pouvoir dans la région, même si elles se révélèrent rapidement réactionnaires vis-à-vis de leur peuple, se donnaient une allure progressiste et anti-impérialiste à bon compte en soutenant les Palestiniens. Comme l'Iran encore aujourd'hui. Jusqu'à la fin des années 1970, le boycott fut appliqué et respecté par tous les membres de la Ligue arabe. L'Égypte fut

.....

³ wikipedia, Boycott.

⁴ Israël-Gaza: les appels au boycott ébranlent certaines multinationales – rtbf.be

le premier pays à renoncer au boycott en 1980⁵. Un processus de normalisation des relations était enclenché. Et des acteurs révolutionnaires nouveaux devaient faire leur entrée sur la scène de l'histoire, les travailleurs. Ils ne passeront pas inaperçus en 2011. Jusqu'à susciter, pour les Palestiniens, des espoirs de libération du côté de Rafah, du côté égyptien.

La campagne BDS lancée par les Palestiniens en 2005 a été marquée par de nombreux moments positifs. Il suffit de lire notre blog Ouvalacgt pour se souvenir de certaines initiatives en France (6) : la CGT Alstom (2009), Agrexco à Sète (2010), le tramway de Jérusalem avec Véolia, Alstom et Egis Rail (2010), les cheminots de Versailles (2010), la CGT de Thalès (30 juillet 2014), les camarades de Roissy (2014), la FERC, fédé Education Recherche Culture (2016), etc.

Mais ce qui surprend, ce sont certaines oppositions à cette campagne BDS, à commencer par celle de la confédération CGT.

Quelques structures sont très actives, comme l'UD du Nord, ou des Bouches du Rhône, mais souvent seuls les syndicalistes de lutte de classe répondent présents. Et si on est un peu surpris, c'est qu'on se faisait un peu d'illusion, il faut donc prendre le temps de comprendre !

Dans tous les communiqués depuis le 7 octobre, la Confédération CGT prend soin de renvoyer dos à dos les deux camps, le Hamas et Israël pour appeler à une « paix juste et durable entre Israël et la Palestine », soit en fait la position de l'autorité palestinienne corrompue et de l'impérialisme qui le soutient. Elle valide ainsi la colonisation et le principe des deux Etats qui a ouvertement fait faillite.

La CGT maintien des liens avec le syndicat sioniste Histadrout, et a toujours refusé de rejoindre la campagne BDS, l'a condamnée même dans le passé, en se limitant au boycott des ventes d'armes à l'Etat d'Israël durant l'opération militaire.

Comme pendant la guerre d'Algérie, comme face à la guerre en Ukraine, comme dans tous les conflits, la CGT se revendique de « la paix », en renvoyant les camps dos à dos, en évitant soigneusement de se prononcer sur la nature du conflit et sur les intérêts des classes et des peuples en présence.

.....
5 wikipedia, boycott Israël.

Il faut entendre aussi les arguments anti-BDS d'un autre personnage un peu surprenant :

Le 13 décembre 2013, Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne a déclaré lors d'une visite en Afrique du Sud à l'occasion des funérailles de Nelson Mandela que « les Palestiniens ne soutenaient pas le boycott d'Israël » mais demandaient celui des « produits des colonies » les estimant « dans son territoire et illégales ». Il a ajouté : « Nous ne demandons à personne de boycotter Israël » et précisé que les Palestiniens et les Israéliens entretenaient des relations et se reconnaissaient mutuellement. Ces déclarations ont été condamnées par des militants palestiniens qui estiment qu'elles « s'opposent au consensus national palestinien en faveur de la campagne BDS ». Certains l'ont aussi accusé « de trahison ».⁶

Distinguer entre les produits fabriqués en Israël et les produits fabriqués dans les territoires occupés de 1967, c'est en quelque sorte admettre qu'Israël n'est pas le résultat d'une colonisation.

Aujourd'hui, à la vue du massacre systématique à Gaza et du déchaînement colonisateur en Cisjordanie, le mouvement BDS connaît un regain de vigueur. Deux exemples notables, l'Angleterre et le Japon.

M. Martin, militant syndical de lutte, lors de la réunion virtuelle du Réseau syndical international du 13 décembre 2023 : « Nous avons rencontré des dizaines de syndicalistes ici à Liverpool, sous la houlette des dockers, qui bloquent les navires israéliens ou les livraisons d'armes à Israël »⁷.

« Les blocages d'usines d'armement se multiplient. Au Royaume-Uni, le mouvement anti-colonial est puissant et s'en prend aux usines qui produisent des pièces d'avion, des missiles et des armes à destination de l'armée israélienne »⁸.

Au Japon, la société *Itochu Corporation*, l'une des plus grandes entreprises au monde, vient d'annoncer qu'elle mettait fin à son partenariat avec le principal fabricant d'armes israélien, *Elbit Systems*. (...) Cette décision est annoncée alors qu'une large campagne était organisée depuis des mois devant le siège de l'entreprise à Tokyo et plusieurs sites liés à la multinationale exigeant la fin de son soutien au génocide en cours à Gaza. De nombreuses entreprises de l'aéronautique dans le monde

.....
6 wikipedia, boycott Israël.
7 <https://laboursolidarity.org/fr/n/2984/la-reunion-virtuelle-du-reseau-rassemble-les-organisations-affiliees-et-discute-des-luttes-et-de-la-solidarite-internationale-concrete>
8 Olly Haines, cité par Politis, 15 février 2024.

Agissez maintenant contre ces entreprises qui profitent du génocide du peuple palestinien

Cibles du boycott des consommateurs :	Cibles de désinvestissement :
	
Cibles de pression (mais pas de boycott) :	Cibles du boycott spontané :
	

coopèrent avec Elbit Systems à l'image du groupe Thalès qui fabrique avec la firme israélienne le drone militaire Watchkeeper. La décision d'Itochu survient quelques semaines après la décision similaire du géant des transports Kuehne+Nagel (K+N) de ne plus travailler avec Elbit Systems.⁹

Vous notez au passage que le groupe Thalès est collabo. En moyenne, la France vend pour 20 millions d'euros par an de composants militaires à Israël. Les seules armes entières déclarées en juillet 2023 pour l'année 2022, dans le Rapport annuel sur les exportations présenté au Parlement, sont des fusils d'assaut, armes légères de petit calibre, qui peuvent être utilisés dans l'offensive contre la bande de Gaza, ou distribués aux colons de Cisjordanie¹⁰. Les complicités militaires sont discrètes mais bien réelles. En France, Carrefour est particulièrement ciblé pour les raisons suivantes : son implantation dans les colonies « illégales », sa livraison de repas aux soldats israéliens.

Alors, que faire ? Manifester, on sait, mais boycotter ? Premièrement, enquêter. S'informer. Les notes de cet article donnent déjà des références !

Deuxièmement, savoir que le gouvernement français a tenté d'interdire le boycott d'Israël. Des militants ont été condamnés dans les années 2015

9 Le géant japonais Itochu Corporation met fin à son partenariat avec Elbit Systems | Palestine Vaincra, 6 février 2024. Kuehne-Nagel est une société internationale de transport d'origine allemande dont le siège est en Suisse.

10 L'Huma, le 10/11/2023.

pour des appels au boycott de produits israéliens, entre autres ceux organisés à Illzach en 2009 et 2010. L'affaire a été portée à Bruxelles. En juin 2020, c'est la Justice française qui a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme. Le boycott n'est même plus de la désobéissance civile ou de l'illégalité.

Troisièmement, il faut s'en tenir à la question de fond. La colonisation est par nature assassine et voleuse. Toute livraison d'armes, tout partage des bénéfices est une complicité de crimes.

Quatrièmement, faisons en sorte d'éviter le réformisme international, qui consiste à faire appel à l'ONU, à la « communauté internationale », aux droits de l'homme, etc. C'est du crétinisme parlementaire mondialisé. Le Parlement français a son 49-3, l'ONU a son droit de veto ! Et le gouvernement d'Israël s'assoit de toutes façons sur toutes les belles résolutions onusiennes. La seule communauté internationale sur laquelle on peut compter est celle des communistes, des militants, des travailleurs du monde entier. Et la seule qu'on peut retenir des grandes déclarations et résolutions démocratiques et humanistes émanant de bourgeoisies capitalistes et impérialistes, c'est leur totale hypocrisie.

Enfin, sachons sortir des luttes immédiates, des murs de l'entreprise et des frontières nationales. Le capitalisme nous veut esclaves, « travaille, consomme, et tais-toi ». Alors, soyons des personnes humaines, soyons donc communistes et internationalistes. **BOYCOTT ISRAËL !**

L'ANTISÉMITISME

CE QU'IL EST,
CE QU'IL N'EST PAS,
ET POURQUOI
FAUT-IL LE COMBATTRE

28

1.

L'ATTAQUE DU 7 OCTOBRE EST-IL UN « POGROM ANTISÉMITES » ?

.....

Le samedi 7 octobre 2023, Le Hamas lançait l'opération « Tempête d'al-Aqsa » (un des noms arabes de Jérusalem), en collaboration avec le Jihad Islamique et le Front Populaire de Libération de la Palestine (ou ce qu'il en reste). Des centaines de miliciens ont abattu les murs et coupé les barbelés qui les séparaient de la zone sous contrôle israélien et ont pris pour quelques heures le contrôle des localités autour de la bande de Gaza, ils ont fait une centaine d'otages en affirmant vouloir les échanger contre une partie des Palestiniens et Palestiniennes détenus sans jugement en Israël. Ils ont également attaqué des postes militaires. Environ 300 soldats israéliens ont été tués dans les 48 heures suivantes, et entre 600 et 800 civils, dont des centaines jeunes qui participaient à une fête et des familles vivant dans des kibboutzim. Il semble que les miliciens organisés aient été suivis dans leurs incursions par des groupes d'éléments incontrôlés, motivés par la vengeance et à l'origine d'une partie des exactions. Du côté palestinien, au moins 700 combattants sont morts entre le samedi et le lundi matin.

Nous avons réaffirmé à cette occasion notre opposition à l'assassinat de civils désarmés, qui a longtemps été aussi la ligne générale de la résistance palestinienne, jusqu'à la création du Hamas à la fin des années 80. Nous avons réaffirmé aussi notre opposition au projet de société du Hamas, pour qui les civils font tous partie de ce qu'ils appellent « l'occupation » et qui consent seulement à regretter les morts d'enfants et de personnes âgées (au nom de la morale religieuse).

LES MOTS SONT IMPORTANTS

Le gouvernement de Netanyahu a réagi avec son cynisme habituel. Après avoir enterré les morts à la va-vite et bloqué les demandes d'enquêtes internationales, il a très vite cherché à prendre le contrôle du récit des événements. Pour cela ses porte-paroles officiels et officieux (comme le député des français de l'étranger pour le Moyen-Orient, Meyer Habib) ainsi que

nombre de soutiens inconditionnels d'Israël de « gauche » comme de droite (de Dray à Ciotti) sont venus sur les médias bourgeois français en cherchant à diffuser toutes sortes de récits plus ou moins mensongers d'atrocités palestiniennes (bébés décapités, retrouvés dans des fours, pendus à des cordes à linges...), et des éléments de langage bien rôdés.

Il fallait absolument utiliser certains mots tels que « sidération », « terrorisme » ou « pogrom antisémite », ainsi que les comparaisons avec le nazisme, avec le génocide des Juifs, avec Daech, avec le massacre du Bataclan. Ces mots n'étaient pas destinés à exprimer une émotion sincère mais bien à mettre en condition l'opinion publique française pour la suite, c'est-à-dire justifier d'avance tout ce que ferait l'armée israélienne contre la population de Gaza. Toutes les voix discordantes étaient réduites au silence et accusées d'être des ordures sans cœur qui pinaillaient sur des mots et cherchaient à excuser la mort d'innocents et d'innocentes (car « chercher à expliquer, c'est déjà excuser »). En réalité les véritables ordures sans cœur étaient celles qui kidnappaient les émotions des téléspectateurs et téléspectatrices, pour mieux leur faire accepter par avance un crime contre l'humanité. En réalité les mots sont importants car changer le sens des mots c'est ajouter au malheur du monde.

QU'EST-CE QU'UN POGROM ?

Pogrom est un mot d'origine russe qui signifie « destruction, pillage ». Il est utilisé spécifiquement pour décrire les attaques, accompagnées de pillages et de massacres commis par la majorité chrétienne contre la minorité juive, dans l'Empire russe entre 1881 et la révolution, en général à l'instigation de mouvements antisémites liés à l'aristocratie et à la police secrète, comme ceux que Lénine appelle les « Cent Noirs » et qu'il dénonce régulièrement dans ses œuvres. Il s'agit pour l'aristocratie d'un dérivatif à la colère paysanne consécutive aux problèmes économiques et parfois aux épidémies. Au fur et à mesure que



Pogrom en Russie au XIX^e siècle.

les idées socialistes progressent dans les masses juives de l'Empire, le pogrom devient un outil de division du prolétariat. Ce mot renvoie à l'histoire de l'antisémitisme européen qui ne concerne pas le peuple palestinien.

Ce mot a été choisi et martelé dans les médias bourgeois pour consolider l'idée que le petit Etat juif serait isolé, cerné de masses arabes hostiles, comme les *shtetl* (villages juifs) de l'Empire russe. Cela n'a rien à voir avec la réalité de ce qu'est Israël depuis 75 ans : une puissance coloniale, désormais dotée de l'arme atomique, qui chasse la population palestinienne de son territoire historique.

L'histoire de la colonisation de la Palestine est pleine d'assassinats et de massacre de civils palestiniens : on pourrait citer Deir Yassin en 1948 (commis par l'Irgoun et le Lehi, des milices sionistes à l'origine du parti Likoud de Netanyahu, 77 à 120 morts), Khan Younès en 1956 (commis par l'armée israélienne, 239 morts)...En 1982, a lieu le massacre des camps de Sabra et Chatila, perpétré par les milices d'extrême-droite chrétiennes maronites libanaises, avec la complicité de l'armée israélienne et de Sharon, futur premier ministre. Le massacre fait entre 700 et 3500 morts civils, principalement des femmes et des

enfants (le 7 octobre, selon les derniers bilans officiels, c'est 800 civils assassinés et 300 militaires tués pour ce qui est des Israéliens). Personne ne parle des « pogroms » de Sabra et Chatila. Depuis la fin du processus d'Oslo en 2000, il y a eu 10 500 morts et mortes du côté palestinien, en grande majorité des non combattants, souvent des paysans assassinés par les colons d'extrême-droite de Cisjordanie pour leur prendre leurs terres.

Parler du 7 octobre comme si c'était le seul massacre qui compte, c'est nier l'humanité des victimes palestiniennes et faire comme si elles ne comptaient pour rien. Il s'agit de déshumaniser les Palestiniennes et les Palestiniens. Le ministre de la défense israélien, Yoav Gallant a d'ailleurs donné une clé de ce récit : « *Nous luttons contre des bêtes humaines et nous agissons en conséquence* ».

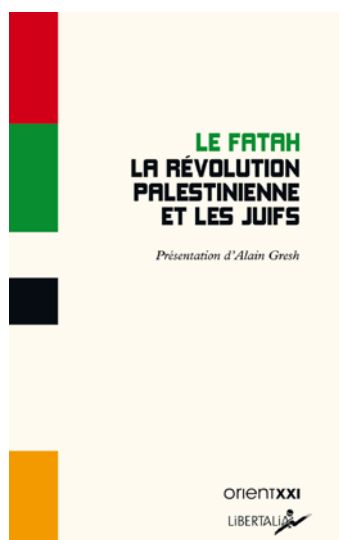
Nous sommes politiquement opposés à l'assassinat de civils désarmés au nom d'une lutte de libération et c'est valable tant pour la Palestine que pour le Kurdistan, l'Irlande du Nord, le Pays Basque ou hier lors de la guerre d'Algérie. Pour nous un massacre de civil est un massacre de civils, il n'est pas plus acceptable que les victimes soient juives ou non.

LE HAMAS EST-IL ANTISÉMITES ?

Le Hamas n'aime pas les Juifs et les Juives, il suffit de lire sa charte de 1988 (amendée en 2017 et 2023, dans le sens d'une solution à deux Etats) pour s'en convaincre. On y retrouve de l'antiju-daïsme religieux (« *L'Heure ne viendra pas avant que (...) les pierres et les arbres eussent dit : « Musulman, serviteur de Dieu ! Un Juif se cache derrière moi, viens et tue-le.* »), (Article 7). On y trouve aussi des emprunts au fond antisémite européen : « *... tu trouves [les ennemis] sans cesse sur la brèche dans le domaine des médias et des films (...) [Ils agissent] par l'intermédiaire de leurs créatures membres de ces organisations sionistes aux noms et formes multiples, comme la franc-maçonnerie, les clubs Rotary, les sections d'espionnage, etc., qui toutes sont des nids de subversion et de sabotage* » (Article 17) ; « *Grâce à l'argent, ils règnent sur les médias mondiaux, les agences d'informations, la presse, les maisons d'édition, les radios, etc.* » (Article 22) ; « *Le plan sioniste n'a pas de limite ; après la Palestine, ils (les Juifs) ambitionnent de s'étendre du Nil à l'Euphrate... plus loin encore, et ainsi de suite. Leur plan se trouve dans Les Protocoles des Sages de Sion et leur conduite présente est une bonne preuve de ce qu'ils avancent* » (Article 32,) à

noter que si la référence aux *Protocoles* est bidon (c'est un faux antisémite bien connu diffusé par la police tsariste), des alliés de Netanyahu comme le Parti du Grand Israël continuent à revendiquer la conquête d'une partie de l'Egypte, de la Syrie et du Liban. On y trouve enfin la promesse d'une coexistence religieuse dans une future Palestine théocratique : « *Le Mouvement (...) se conforme à la tolérance de l'islam en ce qui concerne les disciples des autres religions : il ne s'oppose à aucun d'entre eux sinon à ceux qui lui sont ouvertement hostiles. (...) À l'ombre de l'islam, les disciples des trois religions, islamique, chrétienne et juive, peuvent coexister dans la sécurité et la confiance* » (Article 31).

On comprend que Sharon et Netanyahu aient considéré l'hégémonie du Hamas comme une « assurance vie » pour le projet colonial sioniste, et qu'ils aient tout fait pour favoriser cette hégémonie. Désormais face au projet d'un seul Etat suprématiste juif de la mer au Jourdain, l'extrême droite israélienne peut invoquer la menace d'un seul Etat suprématiste islamique. On est loin de la main tendue internationaliste des organisations palestiniennes des années 70-80 (voir le texte du Fatah de 1970, *La Révolution palestinienne et les Juifs*).



À lire : *Le Fatah, La Révolution palestinienne et les Juifs* Présentation d'Alain Gresh, éditions Libertalia, 8€.

Nous disons souvent que nous soutenons inconditionnellement le droit à la résistance du peuple palestinien, tout en restant critique sur les organisations qui la dirigent. Cette position est parfois mal comprise.

Pourtant, dans les années 70, la critique était tout à fait naturelle entre organisations de libération qui se considéraient volontiers comme des détachements de la révolution mondiale.

C'est ainsi que les révolutionnaires vietnamiens demandèrent au Fatah, le mouvement de Yasser Arafat, de préciser sa position sur les populations juives de Palestine. Il y avait beaucoup de Juifs et Juives américains qui s'engageaient dans le soutien au Vietnam et s'interrogeaient sur la Palestine.

En rupture avec le mouvement palestinien d'avant 67, étroitement contrôlé par l'Etat égyptien et son porte-parole Choukeyri qui voulait « repousser les Juifs à la mer », le Fatah leur tend au contraire la main pour construire « un seul État

laïc et démocratique de la mer au Jourdain ». Une position qui deviendra celle de toute l'OLP. Le Fatah n'est sans doute pas toujours très clair sur l'analyse de classe de la société israélienne et les alliés potentiels, mais le texte insiste par contre sur les liens à tisser avec les Juifs et Juives arabes, et lance un appel aux pays arabes pour qu'ils cessent de discriminer leurs communautés juives. Il pose aussi la question d'adopter des formes de guérilla qui ne nuisent pas aux populations civiles (malgré la difficulté de distinguer le civil et le militaire dans une société ultra militarisée).

On sait qu'Arafat rejettera unilatéralement ces positions à la fin des années 80, les qualifiant de « caduques », sous l'influence de Mitterrand et de l'impérialisme français. Il se lancera alors dans la « solution à deux États » et le calamiteux processus d'Oslo, dont l'échec renforcera les positions du Hamas.

La haine et la volonté de vengeance qui s'est exprimée le 7 octobre contre des civils juifs (et aussi parfois contre les ouvriers agricoles asiatiques qui ont eu le malheur de se trouver là) est un problème politique de fond, ne serait-ce que pour l'avenir d'une coexistence des deux populations dans un seul Etat. Cette haine toutefois n'appartient pas à l'histoire de l'antisémitisme européen.

L'APPARITION DES VIOLENCES ANTIJUIVES ET DU RACISME DANS LES PAYS ARABES AU FUR ET À MESURE DE LA COLONISATION

Historiquement, c'est la cohabitation qui prévaut entre Juifs et Musulmans dans les pays maghrébins ou du Proche-Orient, y compris avec parfois un statut protecteur de l'administration et des Sultans. Avant 1917, date où les colonialistes anglais autorisent la création d'un « Foyer National Juif », il n'y avait pas de tensions particulières entre les communautés musulmanes, arabes et chrétiennes de Palestine.

Le racisme anti-juifs apparaît dans les pays arabes avec la colonisation de la Palestine. Chaque nouvelle étape de la colonisation est accompagnée d'une montée des violences anti-juives, que les états arabes persécutent ou expulsent leurs citoyens juifs par des moyens policiers où qu'ils les abandonnent à la haine populaire.

C'est le colonialisme et l'impérialisme qui radicaliseront les tensions entre communautés religieuses en appliquant son principe de « diviser pour mieux régner ». Ainsi le décret Crémieux de 1870 en ouvrant la citoyenneté française aux Juifs

et Juives arabo-berbères d'Algérie mais pas aux musulmans, provoquera de sanglantes émeutes anti-juives à Alger, ainsi la déclaration du ministre anglais Balfour en 1917, en promettant aux Juifs et aux Juives un « foyer national » en Palestine créera le conflit encore en cours.

Jusqu'à ce cauchemar qui se déroule sous nos yeux : des soldats d'origine juive yéménite chantent et dansent en arabe dans les

ruines de Gaza, pendant que Julien Dray, politicien d'origine juive algérienne, ex trotskiste, ex-PS, devenu chroniqueur sur la chaîne d'extrême-droite CNews dénie à la militante palestinienne Rima Hassan le droit de retourner dans la maison de ses grands-parents en Palestine, sous prétexte que lui-même n'a pas le droit de rentrer dans la maison de ses parents en Algérie. Et Le Protocole des sages de Sion est cité dans la Charte du Hamas (version 1988) comme sur la télévision du Hezbollah libanais.

L'antisémitisme renvoie à une histoire européenne spécifique : une histoire de persécutions, d'expulsions, de pogroms, et finalement d'extermination par les nazis. Il n'y a rien de commun dans l'histoire arabe et aucune raison morale pour que les Palestiniens paient pour les crimes des classes dominantes européennes. C'est le projet colonial sioniste qui a créé la montée de l'antijudaïsme en réaction. C'est pour jouer sur la culpabilité (légitime !) des opinions publiques européennes face aux crimes du nazisme, que la propagande de Netanyahu et de ses soutiens insiste sur l'« antisémitisme » du Hamas. Et c'est pourquoi nous préférons parler de racisme judéophobe, pas pour jouer sur les mots, mais pour rappeler que le peuple palestinien n'est pas responsable de l'antisémitisme européen.

Non le 7 octobre n'est pas un pogrom antisémite, c'est un acte de résistance face à une situation d'occupation et de colonisation, mais dirigé par une organisation intégriste religieuse et réactionnaire et accompagné de crimes de guerre contre des civils et des soldats déjà capturés, actes que nous condamnons.



Deux notables, juif et musulman, jouent aux échecs.

2.

NOUVEL ANTISÉMITISME DES QUARTIERS POPULAIRES OU VIEIL ANTISÉMITISME FRANÇAIS 2.0 ?

LE VIEIL ANTISÉMITISME EUROPÉEN EST TOUJOURS BIEN VIVANT

A l'origine, l'apparition de l'antisémitisme européen est liée à l'histoire religieuse biblique et à la responsabilité supposée des Juifs dans la mort de Jésus. Durant tout le Moyen-Âge, les Juifs sont des parias, des traîtres dont on se méfie, soupçonnés d'empoisonner les puits et d'être responsables des épidémies, d'être des assassins rituels d'enfants... Interdits de posséder la terre, d'être paysans et de « gagner leur pain à la sueur de leur front » comme les « bons » chrétiens, on les décrit comme faibles, lâches et efféminés. Condamnés à des tâches jugées impures mais nécessaires, comme le prêt d'argent, on les décrit comme avides et avarés.

Avec l'apparition du capitalisme au XIX^e siècle, l'antisémitisme se met à jour. La grande crise économique de 1876 et des années suivantes, qui a plongé une partie des artisans et des petits patrons dans la misère est vue par Lénine comme une étape importante de la fusion du capital industriel et du capital bancaire dans un seul capital financier, avec le développement de l'actionnariat. Les antisémites français ont une tout autre vision de cette crise : ils opposent le bon capitalisme « productif » (familial, national et « aryen ») au mauvais capitalisme financier (anonyme, cosmopolite et « juif »). Cette propagande leur permet de se constituer une base sociale dans la petite bourgeoisie urbaine en voie de déclassement, qui votait jusque-là à gauche. Après les usuriers du Moyen-Âge, les Juifs sont désormais assimilés à la « banque » et au capitalisme financier.

En 1903, des antisémites russes et ukrainiens commencent à faire circuler *Les protocoles des sages de Sion*, un plan de domination mondiale attribué à une mystérieuse organisation secrète juive mais en fait fabriqué par un faussaire payé par la police politique du tsar, Mathieu Golovinski.

Celui-ci a longtemps séjourné en France et s'est inspiré de textes français pour rédiger les *Protocoles*. On y retrouve une sorte de scénario de l'antisémitisme moderne, conçu pour discréditer les bolchéviques, mais réutilisé depuis contre les féministes et les mouvements LGBT+, : des agitateurs et agitatrices juifs et juives cherchent à détruire les solidarités traditionnelles en dressant les ouvriers contre leurs patrons (variantes possibles : les femmes contre leurs maris et les enfants contre leurs parents), pour mieux détruire la société et isoler les individus, afin de les livrer sans défense au pouvoir de la « finance juive ».

On a là le socle de l'antisémitisme moderne : la représentation de marionnettistes manipulateurs et cachés, dont l'ambition serait de contrôler le monde par la finance cosmopolite.



LES FIGURES D'UN COMLOT IMAGINAIRE

Pour des antisémites comme Alain Soral, il y a à la tête du judaïsme une société secrète, liée par des rituels inquiétants et dont certains membres font en plus semblant de n'être pas juifs comme le banquier Claude Schwab (fondateur du forum de Davos) ou Bill Gates. L'équivalent de la légende des Illuminati pour les Frangs-maçons.



Pour la France le représentant de la secte serait l'économiste **Jacques Attali**. Longtemps conseiller de François Mitterrand puis de Sarkozy, Attali a publié un certain nombre d'essais où il cherche à prévoir ce que sera l'avenir des sociétés capitalistes. Les antisémites pensent trouver dans ses livres le programme de la société secrète : la création d'un Etat mondial qui détruirait toutes les valeurs traditionnelles, et notamment la famille, pour mieux préparer la fin du monde.

Tout cela n'est pas marginal. Le film « Hold-Up » du chrétien intégriste Barnerias consacré au Covid a fait trois millions de vues la première semaine de sa sortie en novembre 2020 et 12,5 millions dans les six mois suivants. Le film utilise des anciennes images d'Attali pour accréditer l'idée que la crise du Covid a été provoquée artificiellement pour créer un gouvernement mondial. Toute la deuxième heure du film est consacrée à dresser une liste de coupables presque tous d'origine juive.

Enfin, si Attali est plus connu en France, la bête noire de l'extrême-droite internationale reste le milliardaire spéculateur et philanthrope George Soros connus pour ses dons en faveur de diverses associations de minorités discriminées, y compris d'ailleurs d'associations palestiniennes.

L'ANTISÉMITISME EUROPÉEN À LA CONQUÊTE DES QUARTIERS POPULAIRES

L'influenceur antisémite **Alain Bonnet, dit Soral**, qui se définit comme « national-socialisme » a fondé la société Kontre Kulture qui a réédité les classiques de l'antisémitisme français et européen. Il les a aussi vulgarisés dans des vidéos qui ont fait des millions de vues. Membre un temps de la direction du FN au milieu des années 2000, il a

influencé la propagande du mouvement en 2007 en conseillant au père Le Pen de se rendre à Argenteuil et de s'adresser aux électeurs des quartiers populaires issus de l'immigration post-coloniale. Il est aussi considéré comme l'inspirateur de l'affiche « *nationalité, immigration, ascenseur social, laïcité : ils ont tout cassé* » qui mettait en scène une jeune femme métisse présentée comme électrice de Le Pen. Pour séduire l'électorat des quartiers populaires, il peut instrumentaliser la question de la Palestine (comme aux élections européennes de 2009, quand il a conduit avec Dieudonné une « liste antisioniste » soutenue par l'Iran), mais aussi la défense de soi-disant « valeurs traditionnelles » menacées.

On sait qu'à partir de 2003, Soral se rapproche de l'ex-humoriste devenu politicien **Dieudonné** qui va lui faire bénéficier de sa popularité et lui servir de brise-glace. Là où le discours de Soral est truffé de références ésotériques à la tradition antisémite européenne du XIX^e et du XX^e siècle, Dieudonné résume le message sous formes de sketches compréhensibles par tout le monde, agrémentés de « clins d'œil » d'inspiration nazie comme la fameuse quenelle.

Aujourd'hui, les nouvelles générations connaissent plus un de leurs anciens proches : Stellio Capo Chichi dit **Kémi Séba**, que sa récente déchéance de nationalité (pour cause d'engagement pro-russe) a mis sous les feux de l'actualité. Kémi Séba s'adresse plus particulièrement aux africains francophones et à la diaspora africaine en Europe. Complètement aligné sur l'impérialisme russe, Séba dénonce dans l'impérialisme moins un système de prédation économique qu'une volonté de détruire la culture africaine par des « innovations » telles que le féminisme et le mouvement LGBT. Par ailleurs, Kémi Séba se réclame d'une autre tradition de l'antisémitisme : la Nation of Islam, le mouvement afro-américain d'Elijah Muhammad (1897-1975) puis de Louis Farrakhan (né en 1933).

Alliés aux suprématistes blanc du Ku Klux Klan, ils ont dénoncé les Juifs et les Juives comme les véritables responsables de l'esclavage. Leur idéologie reste influente dans le Rap US, et Kémi Seba a contribué à l'importer dans le Rap français (par exemple chez Freeze Corleone).

Enfin, il faut souligner que ces influenceurs antisémites ont un certain succès dans le prolétariat d'origine européenne des campagnes, et ont essayé d'utiliser les gilets jaunes et les manifestations antivax pour renforcer leur influence.

DE LA PROPAGANDE DE HAINE AU PASSAGE À L'ACTE CRIMINEL

Depuis une vingtaine d'années, l'antisémitisme tue de nouveau en France. Le 13 février 2006, le corps agonisant d'Ilan Halimi était retrouvé après avoir été torturé à mort durant des semaines. Il avait été kidnappé « parce que les Juifs ont de l'argent ». De même, en mars 2018, quand Mireille Knoll, 85 ans, est séquestrée, frappée, poignardée et brûlée par deux marginaux alcoolisés qui veulent lui faire avouer l'existence d'un magot imaginaire, c'est un acte antisémite. De même qu'en décembre 2017, toujours dans le 11^{ème} arrondissement de Paris, quand Sarah Halimi est défenestrée par son voisin Kobili Traoré qui l'accuse d'être un démon et d'avoir provoqué ses troubles mentaux par sorcellerie, c'est un acte antisémite. De même que les massacres de l'école Ozar Hatorah de Toulouse en mars 2012 par Mohamed Merah et de l'Hyper-Cacher de la

Porte de Vincennes en décembre 2015 par Amedy Coulibaly, revendiqués au nom de Daesh ou d'al Qaeda sont des actes antisémites.

A chaque fois, l'Etat français semble prendre ces meurtres très au sérieux, d'autant que contrairement à d'autres crimes racistes, ils n'impliquent pas des policiers. De plus, les meurtriers sont, pour une majorité d'entre eux issus de familles musulmanes. Les politiciens bourgeois peuvent donc utiliser ces crimes pour développer leur discours islamophobe sur « le nouvel antisémitisme des quartiers » et « l'importation du conflit israélo-palestinien ».

En réalité, les premiers à importer le conflit, ce sont ces politiciens bourgeois sans vergogne, comme Estrosi, le maire de Nice, qui fait pavoiser les édifices publics avec le drapeau israélien pour les fêtes juives, assimilant ainsi les Juifs et Juives de France à un pays étranger.

Mais que fait l'extrême-gauche ? Souvent elle est incapable de produire un contre-discours argumenté en réponse au discours islamophobe de la bourgeoisie. Ou pire : elle se réfugie dans le déni, comme José Bové qui attribuait l'explosion d'actes antisémites en 2002 aux provocations du Mossad (les services secrets israéliens).

On comprend le désarroi de pas mal de camarades Juifs et Juives d'extrême-gauche, à qui on demande toujours de jouer le même rôle à la tribune en dénonçant les crimes israéliens, mais à qui on demande de garder le silence sur les violences qu'ils et elles subissent en France pour ne pas donner de grain à moudre à la propagande bourgeoise.



Dieudonné et Alain Soral.

Le déni ne sert à rien. Il nous semble évident qu'il y a un lien entre la reprise de la guerre coloniale en Palestine en 2002 et la multiplication par six des violences antisémites cette année-là (chiffre de la CNCDH, qui recensait à l'époque 193 actes antisémite, avec des méthodes de recension différentes). Et quand le CRIF dénombre une multiplication par quatre pour 2023 (1040 actes recensé contre 436 en 2022), et quoi qu'on pense par ailleurs du soutien aveugle du CRIF aux crimes de Netanyahu, on ne va pas chercher non plus à contester les chiffres.

La plupart des crimes et de violences antisémites se passent dans les grandes villes et en banlieue parce que c'est là que vivent la majorité des 480 000 Juifs et Juives de France, mais l'antisémitisme existe aussi à la campagne. On entend toujours parler de « l'antisémitisme des quartiers » mais jamais de « l'antisémitisme des boomers » ou de « l'antisémitisme des rastas blancs », sans même parler des groupuscules néo-nazis toujours plus actifs. Pourtant il y a eu aussi une montée des actes antisémites en 2018, pendant la crise des Gilets Jaunes, et le gouvernement ne s'était pas privé à l'époque d'en jouer pour dire que tous les Gilets Jaunes étaient antisémites. Il faudrait surtout mesurer les progrès de l'antisémitisme dans les deux mois de confinement de 2020, que beaucoup ont passé sur leur ordi, à chercher des réponses alors que le gouvernement multipliait les mensonges. Combien de personnes ont été exposées à des théorie du complot mêlant la ministre Buzyn, le docteur Salomon, Jacques Attali et le gouvernement mondial ? Combien y ont cru ? Combien y croient encore ? Il y a un lien évident entre le climat idéologique général et les passages à l'acte criminel.

Mohammed Merah ne manifestait pas pour la Palestine, Amedy Coulibaly non plus et nous ne parlons même pas de ceux qui ont justifiés leurs assassinats par des motifs crapuleux ou psychiatriques. En revanche, nous avons pu constater que les manifestations pour la Palestine avaient souvent l'effet strictement inverse de ce que racontent les médias bourgeois : loin d'« importer le conflit en France », elles permettent au contraire de canaliser collectivement une colère qui pourrait s'exprimer de façon anarchique si elle restait individuelle, mais aussi de lutter contre les préjugés antisémites. Des jeunes prolétaires tentés par l'antisémitisme ont ainsi eu la chance de rencontrer en

manifestation de courageux Juifs et Juives antisionistes qui étaient parfois les premiers Juifs et Juives qu'ils et elles voyaient leur vie et qui les ont remis sur le bon chemin, le chemin de la lutte. Nous ne sommes pas loin de penser qu'il y a statistiquement moins d'antisémites dans les justes manifestations pour la Palestine que dans le reste de la société française ! C'est vrai en tout cas pour les grandes villes où nous militons, peut-être moins dans les villes moyennes et petites où il n'y a pas ou peu de Juifs et de Juives antisionistes.

- **L'antisémitisme existe bel et bien dans les quartiers populaires et chez les jeunes prolétaires issus de l'immigration post-coloniale. L'antisémitisme existe y compris dans le mouvement de solidarité avec la Palestine, comme dans certains collectifs proches du Hamas (et nous avons eu l'occasion de le dénoncer).**

- **L'explosion des violences antisémites depuis 2002 existe bel et bien, et le déni n'a jamais réglé aucun problème. Mais il faut lutter contre toute la propagande raciste autour du « nouvel antisémitisme », de « l'antisémitisme arabo-musulman », de « l'antisémitisme d'importation ». Les personnes des quartiers populaires ne sont pas une espèce exotique ou des produits d'importation qui porteraient un antisémitisme inné « transmis par le lait de leurs mères » (comme a osé le dire un « expert » pro-israélien habitué des plateaux de télévision, l'historien Georges Bensoussan). Les populations des quartiers populaires ont dans leur grande majorité grandi en France, dans la culture française, y compris dans ce qu'elle fait de pire. Les influenceurs antisémites (Soral, Dieudonné, Kemi Seba) qui tentent de les mettre sous leur coupe ne leur vendent en fait que le vieil antisémitisme français de Drumont et de Maurras mis à jour sous couvert de soutien à la Palestine ou de panafricanisme.**

- **Nous devons combattre l'antisémitisme sans aucune concession et ambiguïté, comme l'islamophobie et toutes les formes de racisme, partout où elles apparaissent. Ce sont des poisons diviseurs, qui empêchent l'unité du combat commun contre les exploiteurs, les impérialistes et les réactionnaires du monde entier.**

3.

L'ANTISIONISME EST-IL UN ANTISÉMITISME ?

.....

On a beaucoup reparlé ces derniers mois d'une résurgence de l'antisémitisme en France, généralement en faisant le lien avec la situation au Moyen-Orient. Ainsi le 12 novembre dernier une manifestation contre l'antisémitisme à l'appel de la présidente de l'Assemblée nationale et du président du Sénat, qui avait à cette occasion tendu la main au RN, a été clairement détournée de son objectif avoué pour devenir une manifestation en soutien au gouvernement israélien et en opposition aux manifestations pour Gaza. Face à cette tentative cynique des partis de la bourgeoisie impérialiste française de faire passer le soutien au peuple palestinien pour de l'antisémitisme, certains se réfugient dans le déni en affirmant que l'antisémitisme n'existe plus et qu'il est une simple invention de la propagande pro-israélienne. Ces deux discours apparemment concurrents, chercher l'antisémitisme là où il n'est pas, et nier son existence là où il existe, sont en fait les deux mâchoires d'un même piège.

Et ce piège menace d'abord les Juifs et Juives de France qu'on mêle à un conflit colonial qui ne les concerne ni plus ni moins que n'importe quel être humain, sinon qu'ils portent malgré eux l'histoire de la Shoah, qui a servi de justification à la fondation d'Israël. En France, l'antisémitisme tue. Comme d'autres racismes, mais avec des spécificités qu'il faut connaître pour mieux les combattre.

Soyons clairs : on a hésité à faire cette article, hésité à consacrer notre temps et notre papier à parler d'autre chose que de ce qui devrait mobiliser notre énergie : parler de l'épouvantable crime contre l'Humanité qui se déroule en ce moment à Gaza. Les dirigeants israéliens d'extrême-droite souhaitent que l'on parle plus d'antisémitisme que de Palestine, ils souhaitent que les soutiens du peuple palestinien mettent plus d'énergie à se défendre de l'accusation infamante d'antisémitisme qu'à défendre le peuple palestinien. On a vu l'année dernière l'ambassadeur d'Israël mettre une étoile jaune pour proclamer à la tribune de l'ONU qu'il considérait désormais les Nations Unies, leurs résolutions et la justice

internationale comme antisémites. Tel ou tel comique plagiaire a affirmé dans la foulée que les manifestations de soutien au malheureux peuple de Gaza « n'ont pas d'autre motivation que l'antisémitisme », et jusqu'à Hanouna qui accuse d'antisémitisme les téléspectateurs qui boycottent ses émissions après ses prises de positions violemment pro-israélienne.

Ce n'est pas nouveau, un des fondateurs d'Israël, le diplomate Abba Eban l'a théorisé dans un article de 1973 pour le Congrès Juif Américain, en présentant les soutiens de gauche de la Palestine soit comme des antisémites soit, s'ils et elles étaient Juifs et Juives, comme des fous.

DE L'INSULTE AUX MENACES

Mais depuis une vingtaine d'année, cette propagande a pris une tournure menaçante : les soutiens de l'Etat d'Israël dans les partis de droite et de gauche en France mènent une campagne intense pour criminaliser l'antisionisme. L'antisionisme au sens propre c'est la critique radicale de l'Etat d'Israël comme Etat colonial, mais le gouvernement israélien et ses soutiens, aidés par les antisémites qui se présentent eux-mêmes comme « antisionistes » essaient de changer le sens du mot pour en faire un synonyme d'antisémite. En 2017, à l'anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv, Macron s'est adressé directement à Netanyahu, qui était présent, pour lui promettre de ne « rien céder » à l'antisionisme « forme réinventée de l'antisémitisme ».

Cette année la ministre des affaires sociales Aurélie Bergé a parlé de supprimer les financements publics aux associations féministes qui seraient dans l'« ambiguïté » sur le 7 octobre (c'est-à-dire qui ne validerait pas la version de l'armée israélienne). La mairie PS de Paris (via l'adjointe au maire Aurélie Filippetti) a menacé une salle de spectacle (le Cirque Electrique) de lui annuler ses subventions si elle ne déprogrammait pas une conférence de la pacifiste juive américaine Judith Butler. Dans le cadre de la militarisation générale

de la société, on parle d'imposer aux associations et aux structures d'éducation populaire (les centres sociaux entre autres) un « socle de valeur républicaine » dont la condamnation de l'antisionisme ferait partie. La France rejoindrait ainsi l'Allemagne, un pays où un festival de graff peut être annulé pour un drapeau palestinien sur une fresque, où des concerts comme ceux de l'ex-Pink Floyd Roger Waters sont officiellement interdits etc. (à noter qu'en Allemagne cette répression existe aussi contre la minorité kurde, en collaboration avec l'Etat turc).

LE TOURNANT DE L'APRÈS 11 SEPTEMBRE 2001

En 2002, Ariel Sharon, premier ministre d'extrême-droite d'Israël depuis l'année précédente, lance une offensive en Cisjordanie qui met fin à la fiction du « processus de paix » (il encerclera même le président palestinien Arafat dans son QG de Ramallah). Nous sommes un an après les attentats du 11 septembre 2001. Conscient de la montée de la peur du terrorisme islamiste dans les opinions publiques occidentales, Sharon décide d'alimenter à fond la théorie du « choc des civilisation » en se rapprochant des extrêmes-droites nord-américaine et européennes (y compris des antisémites notoires comme le roumain Vadim Tudor, le hongrois Orban ou les frères polonais Kaczynski). Cette année-là en France, l'extrême-gauche (LO et LCR qui deviendra le NPA) faisait plus de 10% aux présidentielles, et Le Pen père était pour la première fois au deuxième tour. Roger Cuckierman président du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France et grand soutien de Sharon, décide de voir dans la montée du FN (futur RN) « un avertissement aux musulmans pour qu'ils se tiennent tranquille » et de concentrer ses attaques sur l'extrême-gauche, et surtout sur Besancenot (qu'il fera pleurer à un débat télévisé en l'accusant d'antisémitisme).

L'année 2002 a été marquée par une forte croissance de l'ensemble des violences racistes (multipliées par quatre) et particulièrement des violences antisémites (multipliées par six). Avant même que ces chiffres ne soient connus (en mars 2003 dans le rapport de la CNCHD), des intellectuels pro-israéliens ont commencé par développer une grille d'interprétation qui allait rapidement être reprise par les médias bourgeois. Deux livres font grand bruit cette année-là

: l'ouvrage collectif « les territoires perdus de la République », où l'historien Georges Bensoussan lance sa thèse du « Nouvel antisémitisme » (venu des banlieues) et l'essai de Pierre-André Taguieff « la nouvelle judéophobie ». Ces auteurs expliquent aux Juifs et Juives de France que le danger venait désormais de l'Islam et des gauchistes, voire d'un supposé « islamo-gauchisme », nourri par la cause palestinienne.

Sans faire de théorie du complot, c'est aussi de 2002 que date l'émergence des influenceurs antisémites qui se présentent comme antisionistes tels Dieudonné et Soral, dont nous avons déjà parlé qui jouent le même jeu de la confusion que le gouvernement israélien d'extrême droite dans la recomposition du champs politique occidental après le 11 septembre.

LES DEUX MÂCHOIRES D'UN MÊME PIÈGE

Il n'y a pas plusieurs extrême-droites, il n'y en a qu'une, unie sur une même vision du monde fondée sur le rêve d'Etats ethniquement homogènes. D'une certaine manière, l'extrême-droite israélienne a eu raison après le 11 septembre de miser sur le renforcement de ses liens avec l'extrême-droite internationale puisque cette dernière est désormais au pouvoir ou aux portes du pouvoir un peu partout en Europe, en Amérique et en Inde, Netanyahu est désormais soutenu par l'internationale suprématiste et islamophobe des Trump, Milei, Bolsonaro, Modi, Zemmour et Le Pen. Tous l'approuvent quand il bafoue les résolutions de l'ONU au nom de la lutte contre le « mondialisme ».

Netanyahu veut non seulement faire fuir les Arabes de Palestine, mais aussi rapatrier les 480 000 Juifs et Juives de France pour avoir de la chair à canon pour la colonisation de la Palestine. Les antisémites de France veulent eux aussi une France sans Juifs ni Juives, en tout cas ils travaillent à les insécuriser. Quand Soral et Dieudonné créent l'atmosphère d'antisémitisme nécessaire à des passages à l'acte criminels, Netanyahu est satisfait puisqu'il utilise tous les assassinats et massacres antisémites comme celui de l'Hyper-Cacher pour dire que les Juifs et Juives sont en danger en France et qu'ils et elles seront plus en sécurité en Israël (alors qu'Israël est probablement l'endroit sur terre où les Juifs et les Juives sont le moins en sécurité).



Pour nous communistes il est important d'avoir les idées claires là-dessus parce que nous refusons la fausse alternative : s'allier avec les soutiens d'Israël contre l'antisémitisme et s'allier avec des antisémites pour soutenir le peuple palestinien. Pour nous c'est l'antisémitisme et le projet colonial sioniste qui sont indissolublement liés. Le projet colonial sioniste est né de l'antisémitisme européen, il se nourrit des convulsions de l'antisémitisme européen. Combattre l'antisémitisme, c'est combattre le projet colonial sioniste. Nous voulons détruire l'impérialisme français pour construire une société socialiste où Juifs et Juives, Musulmans et Musulmanes, Chrétiens, Chrétiennes et Athées vivront ensemble dans l'égalité et la sécurité. Nous soutenons par conséquent ceux qui luttent contre le projet colonial sioniste pour une seule Palestine libre, laïque et démocratique de la mer au Jourdain, où Arabes, Juifs et Juives vivront dans l'égalité et la sécurité. C'est notre conception de l'antisionisme : le contraire de l'antisémitisme.

LUTTER CONTRE L'ANTISÉMITISME, C'EST LUTTER CONTRE LE PROJET COLONIAL SIONISTE

La légende veut que le projet colonial sioniste soit né dans l'esprit d'un journaliste juif autrichien, Theodor Herzl alors qu'il assistait à Paris à la dégradation du capitaine Dreyfus, injustement accusé d'espionnage. D'après lui, si une telle chose était possible dans un pays comme

la France, réputée à l'époque comme le pays des droits de l'homme, alors les Juifs et les Juives ne seraient en sécurité nulle part tant qu'ils et elles n'auraient pas leur propre Etat. Pourtant dans les cinq années suivantes, la révision du procès Dreyfus va devenir un grand débat national, porté d'abord par la gauche socialiste et anarchiste (et par une partie des républicains, comme Clémenceau). A l'époque, beaucoup de Juifs et de Juives persécutés en Europe de l'Est se disent, comme le rapportera plus tard Pierre Goldman, « *un pays prêt à se déchirer pour l'honneur d'un capitaine juif, c'est un pays où nous pouvons vivre* ». Pourtant Herzl continue à faire campagne pour son projet colonial sioniste, contre la majorité des Juifs et des Juives d'Europe, mais avec la sympathie de l'impérialisme anglais d'une grande partie des antisémites européens.

En effet, l'idée était déjà bien dans l'air en 1889, six ans avant que Herzl ait sa soi-disant révélation, puisque le Figaro lançait une grande enquête « La Palestine aux Juifs ». A l'époque tous les Juifs interrogés sont contre (le grand rabbin de France Zadoc-Kahn en tête), et tous les antisémites sont pour, à commencer par le plus connu d'entre eux, le pamphlétaire Edouard Drumont, auteur de *la France Juive*, qui déclare « *L'émigration en masse des Juifs débarrasserait le monde occidental d'un élément de trouble et de désordre* ». C'est aussi ce qui dira Lord Balfour, le ministre des affaires étrangères anglais qui en 1917 se déclare favorable à l'établissement d'un

« Foyer national Juif » en Palestine et qui préférait les voir là-bas, plutôt qu'à Londres sur les barricades. Les impérialistes anglais puis US (sans oublier l'impérialisme français, surtout après 1945) ont rêvé de faire d'Israël une tête de pont militaire d'où ils contrôleraient leurs intérêts au Moyen-Orient. Les nazis étaient d'ailleurs au départ plutôt favorables au départ des Juifs et des Juives en Palestine, avant d'opter pour l'extermination.



Marek Edelman.

La création d'Israël a été voulue par l'impérialisme, avec l'aide des antisémites, et contre la volonté de la majorité des Juifs et des Juives du monde. Jusqu'au génocide, le sionisme est très minoritaire dans les communautés juives, combattu tant par la majorité des religieux traditionnels, les modernistes qui aspirent à l'assimilation, les communistes (comme les combattants et combattantes juifs et juives de la FTP-MOI), et les bundistes socialistes juifs qui aspirent à une « autonomie nationale-culturelle juive » dans une Europe socialiste (Lénine a beaucoup polémique avec eux sur la question de l'assimilation, tout en faisant front commun contre les pogroms antisémites). Quand on parle des bundistes, on pense avec émotion à Marek Edelman qui a été le commandant en second de l'insurrection du ghetto de Varsovie contre les nazis en 1942. Edelman était ce qu'on appelle en yiddish *a mensch*, un juste. Il a refusé de partir pour la Palestine même si les faux communistes au pouvoir en Pologne le traitaient comme un paria et si les autorités israéliennes lui proposaient les honneurs. Il disait : « chez moi, il n'y a de place ni pour un peuple élu, ni pour une terre promise. Quand on a voulu vivre au milieu de millions d'Arabes, on doit se mêler à eux, et laisser l'assimilation et le métissage faire leur œuvre. »

Même après le génocide, beaucoup de celles et ceux qui peupleront Israël le feront contre leur gré, vendus par la Roumanie, le Maroc ou l'Union Soviétique, ou expulsés par l'Égypte. Aujourd'hui encore, une majorité (57%) des 14 millions de Juifs et de Juives vivent hors d'Israël. Ils n'ont pas plus à voir avec le projet colonial sioniste que le peuple de Palestine n'a à voir avec l'antisémitisme européen. Contrairement à ce que raconte Netanyahu, les Juifs et les Juives de France sont beaucoup plus en sécurité en France qu'en Israël, et tous les antisionistes conséquents et conséquentes doivent veiller à leur sécurité, car lutter contre l'antisémitisme, c'est lutter contre le projet colonial sioniste.

Il y a un antisémitisme déguisé en antisionisme (celui de Soral et Dieudonné en France), mais l'antisionisme a d'abord été une histoire juive, puisque la majorité des Juifs et des Juives ont d'abord refusé le projet colonial sioniste. En revanche, la majorité des antisémites ont soutenu dès le départ le projet d'émigration des Juifs et des Juives d'Europe vers la Palestine. Encore aujourd'hui la propagande et les violences antisémites contribuent à les faire fuir d'Europe et donc à alimenter le projet colonial sioniste.

4.

L'ANTISÉMITISME EST-IL DEVENU D'EXTRÊME-GAUCHE ?

.....

L'EXTRÊME-GAUCHE EST-ELLE DEVENUE ISLAMO-GAUCHISTE ?

Depuis des années, on entend la même musique : la gauche et l'extrême-gauche aurait « renoncé à l'universalisme » et elle serait en train de devenir antisémite. Ou, selon certains, elle serait en train de redevenir antisémite, puisqu'elle l'était déjà au XIX^e siècle avant l'affaire Dreyfus, ou (c'est la version de Zemmour et du RN) la gauche n'a jamais cessé d'être antisémite, puisqu'Hitler et Mussolini étaient de toute façon des hommes de gauche. Tout le monde joue sa partition : l'extrême-droite est à la grosse-caisse, les macronistes jouent du pipeau, des experts bien choisis (souvent proches du PS et de sa fondation Jean Jaurès) viennent donner de la crédibilité à l'ensemble avec des mots compliqués et Fabien Roussel vient faire l'idiot utile en dénonçant ses voisins pour avoir des friandises.

Dans ce contexte, la France Insoumise joue depuis le 7 octobre une partition singulière qui lui vaut d'être la cible principale de la campagne médiatique et judiciaire de diabolisation qui touche aussi des organisations d'extrême gauche clairement antisionistes telles que Révolution Permanente ou les NPA. Pourtant malgré ce que répètent les médias, LFI n'est ni d'extrême-gauche, ni antisioniste, c'est une organisation réformatrice et électoraliste, qui soutient ce que les gouvernements de la France impérialiste soutenaient de de Gaulle à Chirac : un Etat palestinien à côté de l'Etat israélien avec Jérusalem-Est pour capitale, sur la base de la résolution 242 de l'ONU. Du coup, à un bout de LFI il y a les militants et militantes de base qui diffusent de bonne foi des tracts sur la « paix juste » et le cessez le feu et se retrouvent d'un coup pestiférés, traités de nazis, menacés de mort, quand ils ne se font pas frapper et cracher dessus par des pro-israéliens chauffés à blanc. Et à l'autre bout de LFI, il faut bien le dire, il y a quelques stratèges qui se disent que la diabolisation qu'ils subissent peut avoir du bon en termes électoraux. Après tout il y a de l'antisémitisme

dans les masses, les sondages le prouvent. En 2012, les soralo-dieudonnistes ont fait courir le bruit que Mélenchon était juif pour lui faire perdre des voix. On peut donc tenter des clins d'œil discrets envers les électeurs complotistes comme on en a fait aux antivax, à condition que les clins d'œil soient assez discrets pour ne pas effaroucher le militant ou la militante humaniste de base. On pense entre autres à David Guiraud, député LFI, qui se décrit comme un ancien ado fan de Dieudonné, qui connaît bien les codes de la secte, et qui croit rusé de faire des blagues sur les « dragons magiques » (métaphore tirée du manga One Piece et qui a remplacé chez les dieudonnistes l'expression « au-dessus, il y a le soleil » pour désigner les Juifs « intouchables »). Ceux-là, on les voit, on les surveille comme le lait sur le feu, mais on ne les met pas dans le même bain que les militants et militantes sincères qui paient les pots cassés.

Quant aux camarades de Révolution Permanente ou des NPA, quelques soient les désaccords qu'on a pu avoir par rapport à leurs flottements au moment du 7 octobre, on est dans le même camp face au harcèlement médiatique et judiciaire pro-israélien et on les sait assez attachés aux principes pour ne pas échanger des recettes de cuisine avec des cannibales sur twitter.

La chanson, on la connaît : la gauche et l'extrême-gauche ont perdu la classe ouvrière et ils cherchent à se recréer une base populaire en draguant les « banlieues », et c'est pour ça qu'elle mettrait en avant la question palestinienne et déraperait régulièrement dans l'antisémitisme. Il y aurait beaucoup de chose à dire sur ce discours, et d'abord qu'il est fondamentalement raciste, puisqu'on suppose que seuls les « banlieusards » seraient sensibles à la question palestinienne puisque forcément musulmans et forcément antisémites. C'est ce que la droite et l'extrême-droite appellent l'islamo-gauchisme (comme un écho au « judéo-bolchévisme » d'avant-guerre).



L'aspect principal c'est que le capitalisme est en crise, qu'il est en train de plonger des millions de personnes supplémentaires dans la misère et la précarité, que la bourgeoisie est en train de favoriser l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite pour préserver sa domination. Et que dans ce contexte, l'intérêt des macronistes comme du RN et de Zemmour, est de criminaliser les luttes, de diviser les classes populaires en présentant les « banlieusards » comme la cinquième colonne du terrorisme et de l'antisémitisme, de justifier un niveau de répression de plus en plus élevé. Il n'y a qu'à voir l'interdiction des manifs pour la Palestine, suivie de passades et de dispersions violentes pour s'en rendre compte. Par ailleurs, les macronistes ont tout intérêt à diaboliser la gauche et l'extrême-gauche et le RN a toutes les raisons de s'en réjouir, puisqu'il peut se refaire une respectabilité comme lors de la soi-disant manif contre l'antisémitisme du 12 novembre.

Si on en restait à cet aspect principal, on dirait sensiblement la même chose que 90% de la gauche et de l'extrême-gauche, et on n'apporterait rien de nouveau au débat. On se contenterait de répondre à une campagne médiatique particulièrement violente et ordurière, qui peut déboucher sur des suites judiciaires (dissolution du collectif Palestine Vaincra, accusations d'« apologie du terrorisme » contre le NPA). Or certaines critiques méritent une réponse un peu plus argumentée que le simple mépris.

DES CONVERGENCES DANGEREUSES ?

Il y a actuellement un groupe de militants et militantes très actif dans l'extrême-gauche et le syndicalisme et qu'on retrouve dans différents cercles (Réseau d'Action contre l'Antisémitisme et tous les Racismes, Juifs et Juives

Révolutionnaires, collectif Golem...). Ces militants et militantes se veulent en rupture avec les groupes juifs antisionistes (UJFP et Tsedek) qu'ils et elles accusent de minimiser systématiquement la question de l'antisémitisme dans l'extrême-gauche et les milieux populaires. En retour, les militants juifs antisionistes ont tendance à répondre que leurs détracteurs sont simplement des sionistes de gauche qui cherchent à pointer vers nos milieux le fameux « rayon paralysant » de l'accusation d'antisémitisme, afin d'inhiber tout soutien de gauche au peuple palestinien. Une récente *Lettre ouverte aux organisations qui convergent au sein d'Urgence Palestine* et signée par « des militantes et militants de gauche, révolutionnaires, libertaires, syndicalistes, juif.ves pour certain e s », dénonce la présence de groupe supposés antisémites et pro-Hamas dans les manifs. En gros l'idée serait soit de chasser ces groupes des manifs, soit d'organiser nos propres manifs sur nos propres mots d'ordre. Pour nous qui sommes une petite organisation, et qui n'aurions pas les forces pour faire les videurs et pour vérifier le cv de tout le monde (même si nous le voulions) nous pensons qu'il est utile de venir dans ces manifs pour y porter notre point de vue, même quand il est minoritaire. C'est le sens de notre banderole « Une seule Palestine libre, laïque et démocratique, du fleuve à la mer ». Et bien sûr nous faisons notre travail d'éducation contre l'antisémitisme à chaque fois que nous le pouvons, comme dans ce texte. En même temps, on ne peut pas lutter contre l'antisémitisme au sein des masses si on reste dans l'entre-soi et qu'on refuse de parler aux personnes influencées par ces idées (on parle des personnes, pas des organisations).

Il y a 20 ans, les manifs pour la Palestine étaient organisées par la gauche et l'extrême-gauche traditionnelle (sauf le PS bien sûr). La plupart des banderoles réclamaient une solution à deux Etats, et le soutien au Fatah de Yasser Arafat qui s'y étaient rallié (c'étaient entre autre les mots d'ordre du PCF et de Lutte Ouvrière) et nous étions bien minoritaire avec notre mot d'ordre d'« Une Palestine libre, laïque et démocratique ». A l'époque, les sionistes de gauche portaient surtout la contradiction aux sionistes de droite (comme le journaliste franco-israélien Charles Enderlin, harcelé par les pro-Sharon pour avoir montré les photos

de l'assassinat de l'enfant Mohamed Al-Durah), pas aux antisionistes qui, de toute façon, ne représentaient plus grand chose. 20 ans plus tard, le Fatah est complètement discrédité, le Hamas est devenu hégémonique, l'extrême-droite israélienne est durablement installée au pouvoir (le seul opposant crédible à Netanyahou, Lapid est à peu près aussi extrémiste que lui). Bref, la solution à deux Etats apparaît comme encore plus utopique que le projet de coexistence que nous défendons, et la gauche a perdu son leadership au profit de nouveau militants et militantes souvent issus de l'immigration postcoloniale.

Il ne s'agit pas de refaire la même chose que les fondateurs du Parti Communiste Algérien (souvent d'origine européenne, judéo-arabe ou judéo-berbère) qui posaient des exigences humiliantes aux Musulmans qui voulaient intégrer le Parti (professer publiquement l'athéisme par exemple) pour mieux rester dans leur entre-soi soi-disant « universaliste ». Le militantisme n'est pas un club privé. Par contre comme militants communistes, nous devons aussi affirmer notre propre point de vue, sans présomption, sans esprit de supériorité, mais aussi sans complaisance, ni lâcheté. C'est une ligne de crête, mais c'est aussi une ligne de démarcation.



SANS REPLI, NI COMPLAISANCE, AFFIRMONS NOS PRINCIPES

Ce n'est pas la peine de se mentir : l'antisémitisme a progressé dans les classes populaires, au fur et à mesure que les idées révolutionnaires perdaient de l'influence. Et quand nous parlons des classes populaires, nous ne nous focalisons pas sur les quartiers comme le font les racistes, l'antisémitisme a aussi progressé à la campagne. August Bebel, un proche camarade de Karl Marx disait de l'antisémitisme que c'est le « socialisme des imbéciles », mais il disait aussi que le Prolétariat ne sort pas spontanément conscient et armé comme Minerve de la tête de Jupiter. Les idées justes existent déjà au sein des masses, mais elles ne se transforment pas spontanément en conscience politique, c'est le rôle des organisations politiques et des militants et militantes révolutionnaires. Encore faut-il qu'ils assument leur mission et ne tombent pas dans la facilité et la démagogie sous prétexte d'efficacité immédiate.

En conclusion, l'extrême-gauche est-elle devenue antisémite ? Non, c'est le discours d'Israël et de ses soutiens pour discréditer les manifs de soutien à la Palestine, repris par le RN pour faire oublier son histoire et par les macronistes pour affaiblir LFI. Certains politiciens LFI peuvent jouer sur l'ambiguïté pour séduire les électeurs complotistes et antisémites, il faut rester vigilant. Mais en soutenant le peuple palestinien opprimé, massacré et chassé de son territoire historique, l'extrême-gauche ne fait qu'être fidèle à son histoire antifasciste et anticolonialiste.

**AUCUNE CONCESSION
À L'ANTISÉMITISME,
CONTRE TOUS LES RACISMES !**

**POUR UN SEUL ÉTAT,
UNE PALESTINE LIBRE,
LAÏQUE ET DÉMOCRATIQUE,
DE LA MER AU JORDAINE !**

**À BAS LE SIONISME
GÉNOCIDAIRE !**



IMPÉRIALISME FRANÇAIS, HORS D'AFRIQUE !

Malgré tous les efforts de Macron, l'impérialisme français a des soucis à se faire en Afrique, après des siècles de domination coloniale ouverte ! Mais est-ce un espoir de libération pour les peuples ? L'occasion d'inviter nos lecteurs à lire divers documents récents parus sur notre site Internet, ocml-vp.org

Élections au Sénégal : changement contrasté, mais limité



Qu'est-ce que le PASTEF (Patriotes Africains du Sénégal pour le Travail, l'Ethique et la Fraternité), dont le candidat vient d'être triomphalement élu au premier tour ? A la fois le dégagisme envers le régime de Macky Sall corrompu, ultra-répressif (plusieurs morts dans les manifestations), soutenu par toute la Françafrique, prêt à tout pour se maintenir, et aussi l'aspiration à un souverainisme et à une vie meilleure. Mais ni anti-capitaliste, ni anti-impérialiste, patriarcal et homophobe...

À lire : ocml-vp.org/article2553.html

Le Burkina-Faso, le Mali et le Niger claquent la porte de la CEDEAO

Une analyse des coups d'Etat dans ces trois pays et ce qu'ils représentent. Déjà évidemment une claque pour la France impérialiste et sa présence au Sahel. Mais est-ce pour autant un espoir pour les peuples de la région ? Certes les trois nouveaux régimes savent très bien instrumentaliser les sentiments patriotiques ou panafricanistes de leurs peuples, mais si c'est pour mieux marchander leur place au soleil avec l'appui des Russes de Wagner ou des Chinois, il y aura bien des désillusions

À lire : ocml-vp.org/article2533.html

Pertes de la CEDEAO suite au retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger

- Pays de la CEDEAO restant dans la communauté
- Pays qui ont annoncé leur retrait de la CEDEAO



Il y a 30 ans, Mitterrand complice du génocide au Rwanda

Malgré tous les révisionnistes, malgré toutes les tentatives pour masquer les responsabilités, il est désormais établi que la France impérialiste de Mitterrand/Balladur/Juppé a été directement impliquée dans le génocide des Tutsis, un million de morts en quatre mois. Ils ont entraîné et armé les génocidaires au gouvernement, ils l'ont protégé, ont tout fait pour les maintenir au pouvoir, permis ensuite l'exfiltration au Congo des idéologues et génocidaires fascistes.

À lire, avec nos positions de l'époque ainsi que notre brochure rédigée en 2004 : ocml-vp.org/article2558.html



LA GUERRE EN UKRAINE, OÙ EN EST-ON ?



Voilà deux ans et demi qu'une effroyable guerre de tranchées se mène en Ukraine, la reproduction de la guerre de 14-18, avec ses combats d'artillerie, ses assauts meurtriers, une ligne de front qui évolue à la marge au fil des attaques, en tous les cas une boucherie inhumaine.

Nous, militant.e.s de l'OCML Voie Prolétarienne avons dès l'origine pris une position qui nous démarque, et que nous pouvons résumer de cette manière:

- L'Ukraine n'est pas un pays impérialiste, et l'invasion par la Russie impérialiste est une atteinte évidente au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le peuple ukrainien a le droit de se défendre.

- Nous défendons la classe ouvrière et le peuple ukrainien, comme la classe ouvrière et le peuple russe, contre l'impérialisme, le capitalisme et la réaction. Nous ne soutenons ni Zelenski, ni Poutine, fidèles représentants de la bourgeoisie capitaliste de leurs pays respectifs. C'est un point de vue de classe et internationaliste qui guide toute notre orientation.
- La guerre en Ukraine est également un enjeu de la lutte mondiale entre les grandes puissances impérialistes, Europe, USA et OTAN d'un côté, Russie, Chine et autres puissances moyennes de l'autre pour une redéfinition de l'ordre mondial. Elle préfigure un nouveau conflit mondial à venir, entre deux camps tout aussi réactionnaires.
- Nous soutenons donc les forces politiques et démocratiques en Ukraine et en Russie qui se positionnent ainsi, pour la défense de la classe ouvrière et du peuple. C'est ainsi que nous avons été amenés à soutenir le KSRD d'Ukraine, organisation communiste explicitement anti-Zelenski et OTAN, qui condamne néanmoins fermement l'invasion de l'Ukraine par la Russie impérialiste. Voir leur longue interview publiée dans Partisan Magazine N°20 (également disponible en ligne) et leur bref courrier à la suite de cet article. La faiblesse de ces organisations, d'ailleurs similaire à la nôtre, ne doit en aucun cas nous mener à rabaisser nos positions au niveau du « réalisme » et du supposé « réalisable ». Même si l'état de faiblesse du mouvement communiste authentique, en Ukraine, en Russie comme en France doit nous contraindre à une grande modestie.

Concernant l'envoi de troupes, soldats, etc. en Ukraine

Nous n'avons aucun état d'âme. Comme au Mali ou en Afrique, comme en Afghanistan, nous nous opposons absolument à l'envoi de troupes françaises, qui ne serviraient en aucun cas les intérêts du peuple ukrainien, mais ceux de l'impérialisme occidental. Les camarades afghanes de RAWA le répètent à l'envie : quelles que soient les difficultés, la libération du peuple afghan ne viendra que de lui-même, et pas d'une quelconque intervention d'une quelconque puissance étrangère. Il en est de même pour le peuple ukrainien.

Concernant les armes, leur production, leur livraison

Nous reconnaissons au peuple ukrainien le droit de s'armer contre l'invasion impérialiste. Même si cet armement vient de nos ennemis. Sans oublier que c'est en comptant sur ses propres forces, en toute indépendance des grandes puissances que

le peuple ukrainien pourra gagner une libération véritable. Le soutien en armement, ou plus généralement militaire, n'est qu'une aide supplémentaire, ils ne peuvent remplacer le combat du peuple pour sa propre libération.

Nous avons soutenu les parachutages d'armes anglais à la résistance communiste pendant la deuxième guerre mondiale, nous avons reconnu le droit du peuple bosniaque à se défendre contre le fascisme, nous soutenons le droit du peuple kurde à s'armer pour sa survie. Et nous soutenons le droit du peuple ukrainien à se défendre contre l'impérialisme russe. Même si la direction politique du peuple ukrainien est actuellement dans les mains de la réaction pro-occidentale. Nous ne pouvons en aucun cas défendre un pacifisme bêlant qui validerait l'expansionnisme et les agressions de l'impérialisme russe – en abandonnant au passage le peuple et la classe ouvrière à l'invasion. Et force est de constater que tous ceux qui aujourd'hui prétendent s'opposer aux livraisons d'armes à l'Ukraine sont des soutiens masqués à Poutine et à l'impérialisme russe.

Concernant NOTRE impérialisme, la situation politique en France. Nous nous opposons fermement à la militarisation accélérée de l'économie et de la société, au « réarmement » généralisé proposé par Macron. Du doublement de la production à la poudrerie de Bergerac ou à Nexter pour les canons Caesar à l'utilisation des fonds du Livret A pour l'industrie d'armement, en passant par l'uniforme à l'école et la généralisation du Service National Universel, et ainsi de suite, Macron et l'impérialisme français préparent la guerre à venir, nullement pour le peuple ukrainien, mais pour les intérêts bien compris de notre puissance dans la concurrence économique et politique mondialisée.

Il peut paraître un côté un peu « hypocrite » à reconnaître d'un côté le droit du peuple ukrainien à s'armer (donc y compris avec des armes françaises) et en même temps à refuser la militarisation de la France impérialiste. Le fait est que cette position dépend avant tout de la résistance du peuple ukrainien et de son indépendance par rapport à l'impérialisme et à la réaction.

Sur la situation en Ukraine

Le soutien internationaliste est compliqué par la faiblesse de l'opposition progressiste, démocratique, anti-impérialiste en Ukraine.

Mais nous constatons que le consensus national s'effrite en Ukraine, que les critiques de Zélenksi se répandent, et qu'il apparait de plus en plus qu'il y a deux ennemis : l'impérialisme russe et l'intervention occidentale avec Zélenksi à sa tête. D'un autre côté la lutte nationale anti-impérialiste se poursuit, et conserve un large soutien dans la population.

Cela dit, nous ne pouvons pas faire de parallèle avec la résistance durant la Deuxième Guerre mondiale en France, où il y avait clairement deux camps identifiés : la résistance bourgeoise gaulliste, liée à l'Angleterre et aux USA et la résistance communiste (qui d'ailleurs se mettra sous la direction de la première, mais c'est une autre histoire). Aujourd'hui, nous n'avons pas connaissance d'un camp résistant anti-impérialiste et anti-Zélenksi. Mais toutes les informations montrent que les contradictions de classe s'accroissent en Ukraine, qu'il s'agisse de la corruption, des mesures réactionnaires en matière sociale, des privilèges face à l'envoi au front, ou des inégalités. Ces contradictions vont nécessairement s'accroître, et nous devons choisir notre camp.

Nous savons qu'il y a des forces, communistes authentiques, anarchistes, trotskistes, qui tentent de maintenir une indépendance de classe. S'ils sont aujourd'hui ultra-minoritaires, c'est vers eux que va notre solidarité et notre soutien. L'histoire nous enseigne que les guerres impérialistes sont le terreau fertile des révolutions à venir

Sur l'impérialisme occidental

Il n'y a vraiment pas grand-chose à rajouter concernant le cynisme de l'impérialisme occidental. Déclarations ronflantes, mais soutien toujours sous réserves, soutien à Zélenksi contre Poutine mais pas un mot pour le peuple ukrainien sinon en mode « nous nous battons jusqu'au dernier Ukrainien »...

L'impérialisme occidental mène la guerre contre l'impérialisme russe (soutenu par l'impérialisme chinois), c'est la seule chose évidente, avec en perspective un futur conflit mondial.

Ils jouent avec le feu, avec cynisme, alors qu'ils n'ont pas non plus un mot pour le peuple palestinien, victime du génocide de Gaza.

Les impérialistes sont fidèles à eux-mêmes, il n'y a rien à en attendre.

Sur Poutine

De mois en mois, la nature du régime russe avec Poutine à sa tête devient de plus en plus

évidente. Dictature et répression féroce contre les opposants de tous bords, alors même qu'avec courage une minorité de Russes pacifistes résistent au consensus guerrier. Répression sexiste et homophobe, retour de l'intégrisme religieux, régression réactionnaire sur l'IVG, le travail des femmes, c'est le retour de la réaction la plus noire, raciste et sexiste. Le tout de pair avec la conscription toujours croissante (surtout dans les minorités nationales), les centaines de milliers de morts soigneusement cachés (pour l'instant) et le terrorisme intérieur.

Sans oublier qu'en Europe, Poutine est un fidèle soutien et le bailleur de fonds de tout ce qui se fait le plus à l'extrême-droite la plus radicale, qu'il s'agisse d'Orban en Hongrie ou des groupes néonazis de divers pays.

Certains font le parallèle avec Hitler et le nazisme, l'annexion de la Pologne et des Sudètes en 1938/1939 pour alerter sur le régime poutinien et l'avenir qu'il prépare aux peuples du monde (Pologne et pays baltes au premier chef). S'il y a effectivement certaines analogies, il est encore trop tôt pour déclarer la mobilisation générale antifasciste que cela impliquerait. Mais il faut être très vigilant, sans se laisser manipuler par les propagandes de tous les bords.

D'autant que chez d'autres, le soutien à Poutine est acquis, dans certains pays africains en particulier, et en France même dans l'immigration de ces pays ou chez les nostalgiques de Marchais et de Staline. Le thème général est l'abandon complet de toute référence de classe et critique, au nom d'un anti-impérialisme de pacotille, « l'occident va devoir payer après tout le mal qu'ils ont fait depuis des siècles ». L'occasion de répéter que le prétendu pacifisme de ces militants n'est que le cache sexe microscopique de leur sympathie pour le dictateur réactionnaire et impérialiste de la nouvelle Russie capitaliste.

Au final, sans chercher à conclure, c'est le soutien inconditionnel au peuple ukrainien contre tous les impérialismes, occidentaux et russe, et contre la réaction de Zélenksi qui est la pierre de touche qui doit nous orienter dans la confusion actuelle. Oui la situation est extrêmement compliquée, confuse, d'autant que le camp des communistes authentiques, des maoïstes, est extrêmement faible, à la différence des deux guerres mondiales précédentes. Alors, hissons malgré tout haute de la solidarité internationale des peuples et de l'internationalisme prolétarien !

COURRIER DU KSRD D'UKRAINE

ADRESSÉ À L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE

Fin janvier 2024

.....

Chers camarades,

Malheureusement, nous continuons à faire face aux conséquences des attaques sur nos maisons. L'alimentation électrique a été généralement rétablie, mais l'Internet est intermittent. En outre, à la fin de l'année 2023, dans le froid, les fenêtres ont été endommagées et ont également dû être réparées. Dans le passé, nous n'avons vu une telle vie que dans les films et les récits, de ceux qui ont survécu à notre Grande Guerre Patriotique, ou des témoins oculaires des guerres en Syrie, en Irak, en Bosnie.

Notons qu'au cours des derniers mois, on a vu apparaître des actions publiques menées par les femmes, visant au retour des personnes de la ligne de front ; il y a eu de nombreuses actions de ce type dans différentes régions. Elles se poursuivront probablement. Les slogans clés sont « Il est temps pour les autres ! », « Les soldats ont besoin de limites ». Lors de ces actions, les participantes plaident pour le remplacement de ceux qui sont sur la ligne de front depuis le tout début de la guerre (ou presque). Cela signifie à la fois une rotation temporaire (déplacement vers l'arrière pour se reposer et se réapprovisionner) et une démobilisation complète de ceux qui se battent depuis 1 à 2 ans sans interruption.

Dans le même temps, peu de gens soutiennent publiquement la fin de la guerre, même si, bien sûr, ces sentiments existent dans les masses. De nombreuses personnes tentent d'échapper aux difficultés de la guerre (à l'étranger ou au moins dans les régions occidentales de l'Ukraine), tant les hommes que les femmes. Cependant, la majorité d'entre eux tentent de s'adapter, ou se sont déjà adaptés. En particulier, on remarque que les personnes dont le logement a été endommagé ou complètement détruit s'emploient activement à le remettre en état, même si les destructions risquent de se répéter bientôt. Entre-temps, la haine des agresseurs reste à peu près au même niveau, ce qui s'explique aussi par le fait que de plus en plus de personnes ont perdu leur maison ou leurs parents et amis.

Les critiques à l'égard du gouvernement s'intensifient au fur et à mesure que se multiplient les manifestations de la lutte au sein du pouvoir et l'accaparement des richesses, tandis que des citoyens ordinaires meurent chaque jour par dizaines sur la ligne de front, au nom des intérêts égoïstes de la classe dirigeante. Les riches députés et leurs proches se vantent de posséder des biens de luxe et de faire des voyages luxueux à l'étranger, alors que le pays subit des attaques quotidiennes de la part de l'agresseur et que des civils sont tués tous les jours. Il y a également deux poids deux mesures de la part des soutiens occidentaux au régime en place, qui ferment les yeux sur la corruption et les conflits sordides au sein de l'élite dirigeante.

Il reste difficile pour les gens ordinaires de survivre, surtout en dehors des grandes villes ou des régions touristiques (comme les Carpates). Ainsi, à la fin de l'année 2023, 67 % des habitants du pays se trouvent sous le seuil de pauvreté, soit environ 20 millions de personnes, rapporte l'Institut de démographie et de recherche sociale d'Ukraine. En outre, la tendance à la hausse de la pauvreté est observée depuis 2014, lorsque le président Viktor Yanukovych a été renversé et que l'« invasion hybride » russe a commencé.

Les gens se sont particulièrement appauvris en raison de la guerre en cours - à titre de comparaison, en 2021, le taux de pauvreté indiqué par l'Institut était de 39 %, et en 2022, il atteignait 60 %. Les plus pauvres sont les jeunes familles avec enfants : avec la naissance d'un enfant, le risque de pauvreté augmente immédiatement. Par ailleurs, les retraités vivent toujours mal : la pension minimale est inférieure à 50 euros par mois au taux de change actuel.

Dans ce contexte, nous poursuivons notre travail auprès des masses, en particulier de la classe ouvrière. Nous sommes restés sur une position ferme : il n'y a pas de « bon » impérialisme, les impérialistes n'ont que leurs intérêts, pour lesquels ils sont prêts à sacrifier des peuples et des pays entiers. La cupidité et la pourriture du régime de Poutine ne signifient pas que l'Occident est bon et que nous devrions le prier. L'histoire du monde montre

bien quels crimes les puissances impérialistes sont prêtes à commettre dans la lutte pour les sphères d'influence et les ressources importantes.

Malheureusement, la guerre se poursuit et apporte de nouvelles difficultés aux travailleurs. En outre, l'Union européenne, l'OTAN et l'impérialisme occidental en général se préparent clairement à une escalade militaire. Regardons les exercices à grande échelle de l'OTAN qui ont lieu actuellement et

qui sont les plus importants depuis l'époque de la guerre froide. Et cela signifie, entre autres, la menace d'un conflit nucléaire, qui pourrait affecter la civilisation entière, jusqu'à sa destruction. Il est donc très important de faire tous les efforts possibles pour expliquer aux travailleurs la véritable essence des processus et des événements, malgré tous les mensonges de la propagande bourgeoise.

Salutations révolutionnaires !

LO, le NPA, l'Ukraine et la Palestine

Le NPA « issu du Ve congrès » - ne pas confondre avec le NPA de Philippe Poutou et Olivier Besancenot – a sollicité à plusieurs reprises Lutte Ouvrière en vue des élections européennes. Fin de non-recevoir de la part de LO, qui a répondu le 13 février 2024 (Lutte de classe n° 238). Extraits : « Nous ne vous servirons pas de marche-pied. (...) En épousant le seul « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », vous avez apporté votre petite caution à la politique menée par Biden et le camp impérialiste occidental. (...) Nous tenons à nous présenter seuls [aux élections européennes] pour défendre les idées de lutte de classe, celles du Manifeste communiste de Marx, pour affirmer que l'avenir de toute la société dépend de la capacité des travailleurs de se donner un parti révolutionnaire pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie. (...) Une chose que vous avez apprise au NPA et à laquelle vous tenez, c'est de pouvoir dire tout et son contraire. C'est d'accepter de faire cohabiter dans un même parti des positions opposées. Mais la godille politique pour unifier à tout prix et, en fait, pour suivre les vents dominants, ne peut pas fonder une politique révolutionnaire qui est, hors des périodes révolutionnaires, une politique à contre-courant. »

L'apparente fermeté révolutionnaire de LO a quelque chose de sympathique. Et nous partageons cette lutte pour un solide parti révolutionnaire des travailleurs en vue de renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Mais, premièrement, la réalité est complexe, et être unilatéral, c'est être dans l'erreur : c'est l'enseignement essentiel du matérialisme dialectique. La division en classes exploiteuses et classes exploitées se double au niveau international **d'une division entre pays dominants et pays dominés**. Le capitalisme est impérialiste. Et il serait utile à ce moment de savoir si la Russie n'est pas un pays impérialiste qui écrase un pays dominé, l'Ukraine. Il n'en est rien pour Lutte Ouvrière qui ne voit que deux pays capitalistes en conflit...

Deuxièmement, la réalité n'est pas seulement complexe, capitaliste et impérialiste (et aussi patriarcale), en plus elle évolue. Et le grand Marx lui-même a évolué. Il n'en est pas resté à l'affirmation unilatérale du Manifeste de 1847, « Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles ». Un peu plus de 20 ans après, il s'auto-critique car il a changé d'avis. Dans une lettre à Engels du 10 décembre 1869, il écrit :

« Longtemps j'ai cru qu'il était possible de renverser le régime actuel de l'Irlande grâce à la montée de la classe ouvrière anglaise. J'ai toujours défendu ce point de vue dans le New York Tribune. Or, une analyse plus approfondie m'a convaincu du contraire. La classe ouvrière anglaise ne fera jamais rien tant qu'elle ne sera pas débarrassée de l'Irlande. C'est en Irlande qu'il faut placer le levier. Voilà pourquoi la question irlandaise est si importante pour le mouvement social en général. »

La grande vague de luttes de libération nationale qui a traversé le XXe siècle lui a donné raison. Aujourd'hui, la Palestine illustre bien malgré elle que cette lutte n'est pas terminée. Ré-écrivons Marx : « La classe ouvrière [israélienne] ne fera jamais rien tant qu'elle ne sera pas débarrassée de [la colonisation palestinienne] ».

Pour Lutte Ouvrière, c'est vraiment trop complexe. Et plutôt que de réfléchir un peu sur la complexité de la réalité, il vaut mieux pour elle en rester à quelques formules simplistes et doctrinaires – quitte à rester impuissante dans les conflits actuels.

LIRE

AVEC TOUS TES FRÈRES ÉTRANGERS

De la MOE aux FTP-MOI

DIMITRI MANESSIS

& JEAN VIGREUX

Libertalia, 2024, 268 pages, 10 €

Sous un certain angle, celui des « frères étrangers », c'est toute l'histoire du PCF qui est balayée par ce petit livre.

Années 1920 : le jeune PC, qui n'est pas PCF (il ne le deviendra qu'en 1943 !) mais PC-SFIC, section française de l'internationale communiste, est un peu le parti des travailleurs immigrés, celui qui organise par exemple une campagne politique contre la guerre du Rif au Maroc en 1925. Les ouvriers immigrés les plus nombreux alors sont les Italiens, parmi lesquels beaucoup de communistes ayant fui la répression fasciste de Mussolini. Même s'ils se vivent en France plutôt comme dans une base arrière loin du front, les directives de l'Internationale sont claires : on milite avec le parti communiste du pays où l'on vit et travaille. La situation devient politiquement agréable avec un gouvernement de Front populaire et une grève générale soutenus par le PC, mais en même temps elle se complique. Après le VIIe congrès de l'IC en 1935, c'est l'abandon de la politique « classe contre classe », le virage démocratique anti-fasciste, l'alignement sur la petite-bourgeoisie, l'alliance avec les partis de gauche, socialistes et radicaux. Le projet de loi pour un statut juridique des travailleurs immigrés se perd dans les procédures parlementaires. « L'heure n'est pas à la révolution » (p. 55).

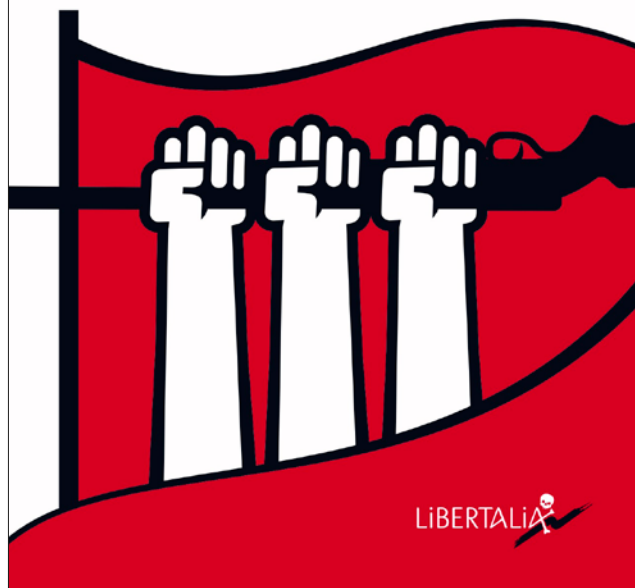
Missak Manouchian adhère au PC en 1934. Les anciens des Brigades internationales d'Espagne et les juifs de Pologne seront les pionniers de la Résistance contre les nazis. Sont-ils pour autant « morts pour la France » comme l'a falsifié Aragon dans son poème l'Affiche rouge (« Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant ») ? La conclusion du livre est plus nuancée : la MOI « permet de dépasser le seul récit fermé d'une histoire enchâssée dans le carcan national, voire nationaliste ».

Un livre à lire, quoiqu'un peu conciliant avec le PCF (J.Vigreux est rédacteur à l'*Humanité* et élu de ce parti)...

DIMITRI MANESSIS
JEAN VIGREUX

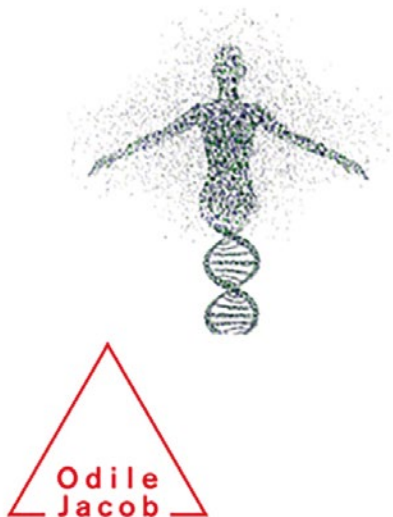
AVEC TOUS TES FRÈRES ÉTRANGERS

De la MOE aux FTP-MOI



Pascal Picq

Et l'évolution créa la femme



ET L'ÉVOLUTION CRÉA LA FEMME PASCAL PICQ

Odile Jacob, 2023, 462 pages,
broché 22,90 €, poche 11,50 €

L'objet du livre est bien résumé page 286 : « Poser la question des origines des sociétés matriarcales mais aussi des sociétés patriarcales qui, jusqu'à présent, n'ont jamais fait l'objet d'une véritable approche évolutionniste. Il faut ouvrir ce chantier, ce qui commence par la reconstitution de nos origines, de la préhistoire aux commencements de l'histoire et de la domination des sociétés patriarcales. C'est à cela que nous allons nous essayer. Petit préalable épistémologique : pour y parvenir, il faut mettre à contribution aussi bien les sciences humaines que les sciences de l'évolution, qui ont souvent du mal à coopérer. Or on ne comprendra pas l'histoire de la place des femmes dans les sociétés humaines, ni celle des rapports entre les femmes et les hommes, pas plus qu'on ne résoudra les discriminations dont elles sont victimes aujourd'hui, sans relier ces différentes perspectives. »

L'auteur est clair sur un point : l'existence d'un matriarcat originel est un mythe, basé sur la confusion

entre matriarcat – domination économique et politique –, matrilinéarité – filiation maternelle –, et matrilocalité – les femmes restent toute leur vie dans leur famille, ce sont les hommes qui sont exogames.

Il dénonce une vision économiste de la révolution du néolithique – le développement de l'élevage et de l'agriculture. « Dans une perspective marxiste classique, écrit-il, l'invention de nouveaux modes de production et de richesse serait à l'origine des inégalités. Cela ne semble pas être le cas : ces transformations ont contribué à accentuer les inégalités dans l'histoire générale des sociétés humaines, mais elles n'en sont pas à l'origine » (p. 390). « Difficile de donner tort à Marx et Engels quand ils affirment que l'origine des discriminations sociales remonte à la division sexuelle des tâches, les femmes constituant la première des classes opprimées » (p. 292). Picq cite Marx et Engels une dizaine de fois pour leur donner raison sur ce point particulièrement, non sans les opposer au « marxisme classique » qui a occulté cette réalité.

La première partie du livre porte sur les singes, la seconde sur les humains. Picq entend « inscrire les recherches dans un cadre propre à chaque lignée et en comparaison avec les lignées les plus proches »¹. Ce « chantier » scientifique est d'après lui parsemé d'embûches : idées reçues, mythes, sexisme et mépris de classe ambiants... Il fournit une vision non linéaire de l'évolution, contraire à cette image d'une succession de mâles se redressant progressivement du singe jusqu'à l'homme moderne. La réalité est en forme de buisson, avec des branches de l'humanité qui s'épanouissent, se diversifient, et d'autres qui s'éteignent. « Quand émerge une innovation qui devient une adaptation avantageuse, on voit une lignée se diversifier. Puis arrive une période de sélection... » (p. 340).

Pourquoi l'animal humain, qui a acquis la plus grande adaptabilité, est-il aussi celui qui s'est montré, qui se montre encore, le plus violent, le plus sexiste, le plus destructeur ? Pascal Picq pose au fil des pages beaucoup de questions ponctuées de cette courte phrase : « On n'en sait rien ». La paléanthropologie est une science récente, sa composante féministe encore plus, mais elles progressent à grand pas, et nous avons ici l'état actualisé de ce « chantier ». Visite passionnante, donc, d'un « chantier » en cours. Vivement conseillée à qui veut militer pour le féminisme et le communisme.

.....
¹ Itinéraire d'un enfant des Trentes Glorieuses, Pascal Picq, Flammarion, page 236.

À lire tous les mois

PARTISAN

BULLETIN DE L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE

UN BULLETIN AU CŒUR DES COMBATS OUVRIERS ET POPULAIRES

À télécharger sur ocml-vp.org ou à recevoir par e-mail en s'inscrivant sur notre site à notre newsletter



www.ouvalacgt.over-blog.com

À commander



Brochures

- 1871. Au nom du peuple la Commune est proclamée!
- Plate-forme de lutte pour l'emploi

Nos autocollants, à commander
à contact@ocml-vp.org
pour redécorer les murs
de ton quartier et/ou de ta ville!
Le prix varie selon la quantité!

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Les librairies où trouver Partisan Magazine

Librairie Transit
45 Bd de la Libération
13001 Marseille

Librairie Torcat
10, rue Mailly
66000 Perpignan

Undersounds
6, rue de Gorre
87000 Limoges

L'Antidote
88, rue Avron
18000 Bourges

Librairie Terre des Livres
86 rue de Marseille
69007 Lyon

Espace El Doggo
22, rue de la Loi
87000 Limoges

Librairie Terra Nova
18 Rue Léon Gambetta
31000 Toulouse

Librairie Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
75005 Paris

Librairie Envie de Lire
16, rue Gabriel Péri
94200 Ivry-sur-Seine

Librairie Vent d'Ouest
5 place du Bon Pasteur
44016 Nantes BP 31626

Librairie La Brèche
27, rue Taine
75012 Paris

Librairie Aurora
Avenue Jean Volders 34
1060 Saint-Gille - Belgique

Librairie La charrue
28 rue de Couéré
44110 Chateaubriant

Librairie Le Rideau Rouge
42, rue de Torcy
75018 Paris

Librairie Le Gai Savoir
79, avenue Farhat Hached
Place Barcelone
Tunis - Tunisie

Librairie Les Nuits Bleues
21, rue Maillé
49100 Angers

Page et Plume
4, place de la Motte
87000 Limoges

Abonnements

S'ABONNER POUR 3 NUMÉROS À PARTISAN MAGAZINE

	SOUS PLI	OUVERT	FERMÉ
1 exemplaire		15€	25€
2 exemplaires		21€	35€
3 exemplaires		27€	45€



NOUVEAU!

ABONNEMENT NUMÉRIQUE

Recevez votre mag par mail

3 numéros : 10 Euros



**Flashez pour
vous abonner
en ligne!**

**Paielements par chèque à l'ordre de :
VP-PARTISAN**

BP N° 133

**93213 Saint Denis la plaine cedex
CCP : 00020628901 CCM Saint Ouen**

**Identifiant international de compte (IBAN)
FR76 1027 8061 4500 0206 2890 116**

**Identifiant International
de l'établissement (BIC)
CMCI FR 2A**

PARTISAN

MAGAZINE

1	Éditorial – Nous sommes en guerre?
4	Élections européennes – déclaration pour l’abstention
7	École – publique ou privée, au service du tri social
10	Faire le tour de l’atelier – enquête ouvrière
14	Un film à voir : Petites mains
16	DOSSIER – PALESTINE
18	À propos de la résistance palestinienne
24	Boycott Israël
28	Combattre l’Antisémitisme
44	Impérialisme français hors d’Afrique!
45	La guerre en Ukraine, où en est-on?
50	Notes de lecture

ABONNEZ-VOUS !

PARTISAN MAGAZINE est la publication de l’OCML Voie Prolétarienne.
Son objectif? Donner des outils de compréhension politique et théorique
pour toutes les personnes qui luttent au quotidien contre ce système qui broie
nos vies et ne nous offre aucun avenir autre que la misère et la guerre.
Le meilleur moyen de nous soutenir et de soutenir ce magazine est de vous abonner.

— Plus d’infos page 53 —

Partisan Magazine n°24 sortira à l’hiver 2024